

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES ÉMIS EN MARS ET AVRIL 2000

Directeur de la publication : Frédéric Scanvic
Directeur-adjoint : François Braize
Rédacteur en chef : Isabelle Maréchal
Secrétariat de rédaction : Pierre Bertrand, Yanne Brédillard, Sylvie Bourcier
Josiane Karkidès, Catherine Penez, Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère de la culture
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires juridiques
Centre de documentation juridique et administrative
3, place de Valois, 75001 Paris. Tél : 01.40.15.77.74.

Abonnement annuel : 120 f
18,29 Euros

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Cabinet de la ministre

- Page 5 Note n° 2000/012 du 24 mars 2000, relative à l'attribution d'un jour de congé supplémentaire aux personnels des services patrimoniaux et des établissements publics du ministère de la culture et de la communication, mobilisés suite aux tempêtes du mois de décembre 1999.
- Page 5 Circulaire n° 2000/014 du 21 avril 2000 concernant la mise à jour de la circulaire des crédits déconcentrés 2000.

Direction de l'administration générale

- Page 6 Note d'information n° 2000/007 du 1^{er} mars 2000 relative aux crédits informatiques.
- Page 6 Note n° 2000/008 du 3 mars 2000 relative aux intérêts moratoires.

Direction des archives de France

- Page 7 Décision du 14 décembre 1999 relative à la Commission nationale d'héraldique.
- Page 7 Décision du 14 décembre 1999 portant nomination des personnalités qualifiées siégeant à la Commission nationale d'héraldique.
- Page 8 Note AD/DEP 696 du 28 avril 2000 relative aux aides de l'Etat pour des opérations de numérisation.

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 9 Circulaire n° 2000/010 du 15 mars 2000 relative au Conseil régional de l'ordre des architectes. Élection des 6 et 20 avril 2000. Désignation du commissaire du gouvernement.
- Page 10 Arrêté du 27 mars 2000 fixant la liste des experts prévue par le décret du 19 avril 1947.
- Page 11 Circulaire n° 2000/011 du 29 mars 2000 relative aux Journées du Patrimoine : bilan 1999 et orientation 2000.

Direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles

- Page 14 Circulaire n° 2000/009 du 10 mars 2000 relative au : «Printemps théâtral» - Festival national de théâtre en milieu scolaire.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Page 15 Décision n° 463-N du 3 avril 2000 portant délégation de signature.

Bibliothèque nationale de France

Page 20 Décision du 15 mars 2000 relative à l'informatisation du fichier des badges de la Bibliothèque nationale de France.

Page 21 **Documents signalés**

Mesures d'information

Page 22 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

Page 29 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

Page 35 Régime et tarifs du droit d'entrée au musée du Louvre
(saison 2000 - 2001)

Page 45 Dérogations aux délais vidéo

Page 47 Bulletin d'abonnement

Mesures de publication et de signalisation

CABINET DE LA MINISTRE

Note n° 2000/012 du 24 mars 2000, relative à l'attribution d'un jour de congé supplémentaire aux personnels des services patrimoniaux et des établissements publics du ministère de la culture et de la communication, mobilisés suite aux tempêtes du mois de décembre 1999.

La ministre de la culture et de la communication

à

Monsieur le directeur de l'administration générale

à

Madame la directrice des musées de France

à

Monsieur le directeur de l'architecture et du patrimoine

Messieurs les chefs de services

Mesdames et Messieurs les sous-directeurs

à

Mesdames et Messieurs les préfets de départements

Services départementaux de l'architecture et du patrimoine

à

Monsieur le président de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites

Mesdames et Messieurs et les administrateurs des monuments nationaux

à

Monsieur le chef du service national des travaux

à

Monsieur le président de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles

à

Messieurs les chef des services à compétence nationale de Fontainebleau et de Compiègne

Monsieur le chef du service de l'administration de la conservation des résidences présidentielles

A la suite des tempêtes qui ont gravement endommagé le patrimoine national au mois de décembre dernier, j'ai décidé d'accorder un jour de congé exceptionnel à l'ensemble des personnels qui, dans les services patrimoniaux et les établissements publics du ministère de la culture et de la communication, ont été

particulièrement mobilisés par les conséquences de ces intempéries sur les monuments, les musées, les parcs et les jardins.

Il vous revient de déterminer la liste des agents directement concernés par cette mesure, en prenant particulièrement en considération ceux qui ont eu à intervenir dans l'urgence, immédiatement ou au lendemain des tempêtes, de nuit ou sur leurs congés, ainsi que ceux qui ont eu à subir une surcharge de travail exceptionnelle dans les semaines qui ont suivi.

Ce jour de congé est laissé au libre choix de chaque agent concerné dans le cadre que vous fixerez pour la bonne organisation de votre service.

Enfin, je vous demande de bien vouloir transmettre à ces agents, en mon nom, la lettre de remerciement ci-jointe.

La ministre de la culture et de la communication
Catherine Trautmann

Circulaire n° 2000/014 du 21 avril 2000 concernant la mise à jour de la circulaire des crédits déconcentrés 2000.

Le directeur du Cabinet

à

Madame et Messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint un tableau de répartition des crédits déconcentrés 2000, complété de la dotation du chapitre 43-92 article 50 (Patrimoine : commandes publiques et achats d'œuvres d'art déconcentrés).

Une faute de frappe a été relevée dans la circulaire d'emploi - indications techniques pour l'emploi des crédits déconcentrés - à la page 5. Il est indiqué dans le paragraphe «Aides individuelles aux artistes», que les aides individuelles à la création en arts plastiques ne sauraient dépasser la somme de 5.000 F, alors que le plafond est de 50.000 F.

De même, dans la partie «Archives», page 4, paragraphe 3, les aides proposées concernent les «propriétaires d'archives classées non déposées dans un service d'archives public».

Par ailleurs, il vous est joint un bordereau de modification de la nomenclature d'exécution, portant création du paragraphe 90 concernant les bourses d'études sur le chapitre 43-30/30 (articles d'exécution 33, 35 et 36).

Ce bordereau, visé d'ores et déjà par le contrôleur financier du ministère, permettra dans les semaines qui viennent de réinscrire dans la nomenclature 2000 les paragraphes d'exécution nécessaires au mandatement des bourses d'études en Patrimoine et Architecture, Arts plastiques, et Théâtre, Musique et Danse.

Le directeur de cabinet
Gérard Métoudi

(les documents joints sont disponibles à la mission de la déconcentration)

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Note d'information n° 2000/007 du 1^{er} mars 2000 relative aux crédits informatiques.

Le directeur de l'administration générale
à

Mesdames et Messieurs les chefs des services départementaux de l'architecture et du patrimoine
S/C Mesdames et Messieurs les préfets de départements

A la suite de questions posées par plusieurs SDAP, je souhaite revenir sur la dotation de fonctionnement allouée aux SDAP pour l'année 2000, en particulier pour ce qui concerne les crédits informatiques.

Les crédits correspondant à la maintenance et au remplacement des photocopieurs, des télécopieurs et des autocommutateurs, ainsi qu'à l'entretien du câblage informatique ont été intégrés dans la dotation de fonctionnement.

En ce qui concerne le câblage, je vous précise que l'extension des installations existantes donnera lieu, sur devis, à l'envoi d'une délégation spécifique de crédits par la mission de la déconcentration. La dépense relative au câblage des nouvelles implantations devra être systématiquement imputée sur le budget des travaux, en titre V. Il vous appartient d'en tenir compte dans le chiffrage des projets immobiliers.

Les dépenses informatiques précitées ne relèvent plus du département de l'organisation et des systèmes

d'information ou de la direction de l'architecture et du patrimoine. Toutefois, les chargés de mission pour l'informatisation des SDAP peuvent être sollicités pour évaluer les besoins de votre service dans ce domaine et pour donner un avis technique sur les devis et les propositions commerciales relatifs aux matériels concernés, en liaison avec le DOSI.

Je vous précise enfin que la mission de la déconcentration se tient à votre disposition pour toute précision complémentaire.

Le directeur de l'administration générale
Frédéric Scanvic

Note n° 2000/008 du 3 mars 2000 relative aux intérêts moratoires.

Le directeur de l'administration générale

aux directeurs et délégués

aux directeurs régionaux des affaires culturelles

s/c des préfets de régions

Au Journal officiel du 18 février 2000 est paru le décret n° 2000-133 du 16 février 2000 fixant le taux de l'intérêt légal pour l'année 2000.

Le taux des intérêts moratoires étant celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, majoré de 2 points, les taux actuellement applicables sont les suivants :

- intérêts ayant commencé à courir en 1999 : 5,47 %
- intérêts ayant commencé à courir en 2000 : 4,74 %

Je rappelle que le versement d'intérêts moratoires sanctionne les retards imputables à l'administration à l'occasion de l'ordonnancement d'acomptes et de solde dus dans les cas de dépenses sur factures ainsi que de marchés, lorsque le délai entre la date de réception de la facture et la date d'ordonnancement excède 35 jours (articles 178 et 186 *quater* du Code des marchés publics). Ainsi, la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir est le 36^e jour qui suit la date de réception de la facture.

Dans tous les cas, il convient de souligner le caractère automatique que doit revêtir l'octroi des intérêts moratoires. Même si le titulaire n'en fait pas la demande, l'administration doit en effectuer l'ordonnancement en même temps que celui du principal.

Dans les cas de marchés, si les intérêts moratoires ne sont pas ordonnancés en même temps que le principal, ni au delà des 15 jours suivant l'ordonnancement du principal, une pénalité de 2 % par mois de retard s'ajoute auxdits intérêts moratoires (article 178 du Code des marchés publics).

Afin de limiter rigoureusement le versement d'intérêts moratoires, je vous invite à prendre toutes les dispositions pour faire respecter les règles applicables aux délais de paiement des créanciers.

Le délai réglementaire de 35 jours inclut les délais internes de transmission au bureau de la comptabilité, de vérification et de visa du contrôleur financier. Je vous demande donc d'apporter la plus grande vigilance au traitement rapide des factures reçues par vos services, dans un souci de bonne gestion et d'économie des deniers publics.

Le directeur de l'administration générale
Frédéric Scanvic

La commission pourra solliciter l'avis de toute personne qu'il lui semblera utile de consulter.

Art. 3. - Le secrétariat de la Commission sera assuré par un secrétaire général désigné parmi les conservateurs du patrimoine par le directeur des archives de France.

Art. 4. - Le directeur des archives de France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la culture et de la communication.

La ministre de la culture et de la communication
Catherine Trautmann

DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE

Décision du 14 décembre 1999 relative à la Commission nationale d'héraldique.

La ministre de la culture et de la communication,
Vu la circulaire CN/AD 3883/999 du 4 mars 1985 du ministère de la culture relative à la Commission nationale d'héraldique ;
Sur la proposition du directeur des archives de France

Décide :

Art. 1^{er} - Il est institué auprès du directeur des archives de France, une commission nationale d'héraldique chargée de donner un avis sur les projets héraldiques qui lui sont soumis par les collectivités territoriales et de conseiller celles-ci dans la création d'armoiries ayant toutes les garanties scientifiques et artistiques souhaitables.

Art. 2. - La commission nationale d'héraldique comprend :

- a) Le directeur des archives de France, président.
- b) Quatre membres de droit :
 - le conservateur responsable du service des sceaux des archives nationales
 - le directeur du département des manuscrits de la bibliothèque nationale de France
 - le conservateur responsable du musée de la Monnaie
 - le président de l'association des maires de France ou son représentant.
- c) Cinq personnalités qualifiées nommées pour trois ans, par décision du ministre chargé de la culture.

Décision du 14 décembre 1999 portant nomination des personnalités qualifiées siégeant à la Commission nationale d'héraldique.

La ministre de la culture et de la communication,
Vu la circulaire CN/AD 3883/999 du 4 mars 1985 du ministère de la culture relative à la Commission nationale d'héraldique ;
Vu la décision relative à la Commission nationale d'héraldique du 14 décembre 1999 et notamment, son article 2c ;
Sur la proposition du directeur des archives de France

Décide :

Art. 1^{er}. - Les cinq personnalités qualifiées siégeant à la Commission nationale d'héraldique sont :

- M. Jean Delaube, administrateur honoraire de la Monnaie,
- M. Michel Pastoureau, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études,
- M. Michel Popoff, conservateur au département des monnaies et médailles de la bibliothèque nationale de France,
- M. Jean Rigault, directeur honoraire des archives départementales de la Côte-d'Or,
- M. Edouard Secrétan, vice-président de la Société française d'héraldique et de sigillographie.

Art. 2. - Le directeur des archives de France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin officiel du ministère de la culture et de communication.

La ministre de la culture et de la communication
Catherine Trautmann

Note AD/DEP 696 du 28 avril 2000 relative aux aides de l'Etat pour des opérations de numérisation.

La ministre de la culture et de la communication
à

Mesdames et Messieurs les préfets de région
(directions régionales des affaires culturelles)

Mesdames et Messieurs les présidents des conseils
généraux (archives départementales)

Mesdames et Messieurs les maires (archives communales)

Depuis 1996, dans le cadre du plan de numérisation du ministère de la culture et de la communication, la mission de la recherche et la technologie (MRT) de la direction de l'administration générale a apporté un soutien financier, total ou partiel, à de nombreux projets de numérisation de documents conservés dans des services d'archives publics (1). De nouveaux modes de financement vont être disponibles à compter de cette année, qui permettront d'amplifier le programme initial, de le diversifier et de l'étendre à de nouveaux bénéficiaires. On peut distinguer trois cas.

1) Plan de numérisation du ministère

Dans le cadre de ce plan, dont l'expertise scientifique est assurée par le comité "informatique documentaire et multimédia" du conseil ministériel de la recherche (instance animée par la MRT), deux possibilités vous sont offertes :

a/ Financement sur des crédits du titre V (8 millions de francs en 2000).

C'est la procédure qui a été suivie jusqu'à présent, et qui se caractérise par l'existence d'un marché national passé par la direction de l'administration générale avec un prestataire unique, ce qui entraîne les contraintes suivantes :

- les fonds numérisés doivent appartenir à l'Etat ;
- ces fonds doivent également respecter certaines contraintes techniques (format, support, quantité minimale) liées au choix du prestataire.

De plus, les fonds numérisés étant destinés à être consultables sur le serveur web du ministère, ils doivent être libres de droit, susceptibles d'intéresser un large public et suffisamment identifiés ou indexés.

En application de ces critères, les projets susceptibles d'être retenus par le comité de sélection concernent en priorité :

- les cartes et plans anciens, et notamment, le cadastre napoléonien
- les documents iconographiques en général (cartes

postales, photographies, dessins, etc)

- les documents sonores.

La procédure à suivre est inchangée : lancement d'un appel à projets par la MRT, transmission des réponses par l'intermédiaire des directions régionales des affaires culturelles (DRAC), examen et sélection des projets par le comité d'experts, décision prise par le directeur de l'administration générale.

b/ Financement sur les crédits du titre VI (4 millions de francs en 2000).

Il s'agit d'une procédure nouvelle mise en place cette année et qui vient de faire l'objet d'un appel à projets de numérisation transmis aux DRAC. S'agissant de crédits de subvention, ils peuvent être utilisés pour l'aide à la numérisation de fonds patrimoniaux appartenant à des collectivités locales ou des établissements publics, et également à des associations ou fondations privées dans la mesure où ces dernières conservent des documents d'intérêt national.

Dans tous les cas, les projets, pour être éligibles, devront comporter un volet de valorisation des fonds par l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Les autres critères de sélection sont, dans le cas des archives, les mêmes que ceux du titre V. J'ajoute qu'une attention particulière sera apportée aux fonds des communes.

La procédure est la suivante : lancement de l'appel à projet par la MRT(2) via les DRAC (date limite pour les réponses : 17 mai 2000), sélection des projets par le comité "informatique documentaire et multimédia", décision du directeur de l'administration générale.

Je précise que le choix du prestataire de service sera laissé aux responsables des projets. Les projets retenus déboucheront sur la signature d'une convention entre le ministère et les bénéficiaires, qui précisera les engagements de chaque partenaire. Enfin, je vous rappelle, que dans le cas du titre VI, le financement de l'Etat ne peut excéder 50 % du coût total du projet et qu'il s'opère sur justification de service fait.

2) Financement sur les crédits déconcentrés (hors plan de numérisation)

Enfin les crédits du titre IV déconcentrés en DRAC pourront être utilisés pour aider des opérations de numérisation (comme d'ailleurs pour d'autres types d'opérations, telles que la restauration de documents). Les DRAC ont pour instruction de donner la priorité aux projets portant sur :

les fonds de la période 1939-1945 ;

les instruments de recherche ;
les fonds contenant des documents particulièrement précieux et exposés au risque de vol.

3) Cas des documents d'état civil

En ce qui concerne les documents d'état civil, il ne paraît pas souhaitable d'engager les crédits de l'Etat dans des opérations de numérisation systématique qui seraient trop lourdes et risqueraient d'absorber la totalité des sommes disponibles. Toutefois, en raison d'un volume plus modeste, les projets portant sur les tables décennales restent éligibles. De même, des cas exceptionnels (ancienneté ou fragilité des documents) peuvent être retenus ponctuellement.

En tout état de cause, j'invite les services intéressés à se faire connaître dès maintenant, en prenant l'attache de M. Joël Poivre, conservateur au service technique (tél. : 01.40.27.60.02 ; mél : joel.poivre@culture.fr), ainsi que celle du conseiller ou correspondant archives de la DRAC dont ils relèvent, lequel informera la DAF.

La ministre de la culture et de la communication
et par délégation,
le directeur des archives de France
Philippe Bélaval

*(1) Mission de la recherche et de la technologie
Direction de l'administration générale
Ministère de la culture et de la communication
3 Rue de Valois, 75043 PARIS cedex 01
mrt@culture.fr*

*Le site numérisation :
<http://www.culture.fr/culture/numerisation/>
(Les programmes de numérisation retenus sont consultables à l'adresse : <http://www.culture.fr/culture/mrt/numerisation/index.htm>)*

*(2) Adresse de téléchargement des formulaires de l'appel à projet :
<http://www.culture.fr/culturedoc/doc/index.html>)*

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**Circulaire n° 2000/010 du 15 mars 2000 relative
au Conseil régional de l'ordre des architectes.
Élection des 6 et 20 avril 2000. Désignation du
commissaire du gouvernement.**

La ministre de la culture et de la communication
à
Madame et Messieurs les préfets de région

Copie : directions régionales des affaires culturelles,
directions régionales de l'environnement

J'appelle votre attention sur les prochaines élections
aux conseils régionaux de l'ordre des architectes et
sur le rôle du commissaire du gouvernement.

La loi du 3 juin 1977 sur l'architecture place l'ordre
des architectes sous la tutelle du ministre chargé de la
culture et prévoit qu'il est représenté auprès de chaque
conseil régional de l'ordre par un commissaire du
gouvernement qui intervient notamment à l'occasion
des élections ordinaires.

Au moment de la publication du décret n° 91-1139 du
4 novembre 1991 créant les directions régionales de
l'environnement, le ministère de l'équipement ayant
la responsabilité de l'architecture, le directeur régional
de l'environnement a été désigné pour représenter
l'Etat au conseil régional de l'ordre des architectes,
et d'une façon générale pour contribuer aux politiques
de qualité architecturale et de mise en valeur des
espaces protégés.

Le rattachement de l'architecture au ministère de la
culture en 1995 a conduit les directions régionales des
affaires culturelles et les directions régionales de
l'environnement, conformément aux arbitrages
interministériels et sans attendre la modification qui
demeure en instance, des textes relatifs à chacun de
ces services, à s'adapter aux nouvelles répartitions
de compétence : ma circulaire n° 178441 du
9 décembre 1999 vous a notamment précisé le rôle
que j'ai confié aux directions régionales des affaires
culturelles dans la politique en faveur de la qualité
architecturale et urbaine.

La direction de la nature et des paysages a de son
côté autorisé les DIREN à se dégager des tâches
relatives à la tutelle de l'ordre des architectes.

Un arrêté du 7 décembre 1999 publié le 17 au Journal
officiel a fixé les dates d'élections aux conseils
régionaux de l'ordre des architectes aux 6 et 20 avril
2000, et celle du conseil national de l'ordre au 11 mai.

Ces prochaines élections me conduisent donc, en me
référant également aux dispositions du décret n° 99-896
du 20 octobre 1999, relatif aux pouvoirs des préfets
de région, à vous rappeler la nécessité que soit
effectivement assurée la fonction de commissaire du
gouvernement, chargé en particulier de suivre les
opérations électorales et d'y désigner en tant que de
besoin le directeur régional des affaires culturelles.

Vous voudrez bien me rendre compte des résultats de
ces élections dans les plus brefs délais après le premier
tour du scrutin, et éventuellement le second, en

transmettant copie des procès-verbaux de dépouillement, sous le timbre de la direction de l'architecture et du patrimoine - bureau des professions (fax : 01.40.15.33.00).

Pour la ministre et par délégation
Le directeur de cabinet
Gérard Métoudi

Arrêté du 27 mars 2000 fixant la liste des experts prévue par le décret du 19 avril 1947.

La ministre de la culture et de la communication

Vu la loi validée du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques, ensemble les textes qui l'ont complétée et modifiée et notamment le décret du 19 avril 1947 concernant les expertises des objets provenant des fouilles archéologiques ;

Vu le décret n° 94-423 du 27 mai 1994 portant création des organismes consultatifs en matière d'archéologie nationale ;

Sur proposition du Conseil national de la recherche archéologique;

Arrête :

Art. 1^{er}. - Au titre de l'année 2000, la liste des experts prévue par le décret du 19 avril 1947 susvisé est arrêtée comme suit :

Antiquités préhistoriques :

Jacques Briard, directeur de recherche honoraire au CNRS (spécialiste du Néolithique et des Ages des métaux)

Jean-Jacques Cleyet-Merle, conservateur en chef, directeur du musée national de la préhistoire des Eyzies-de-Tayac (spécialiste du Paléolithique)

Jean-Michel Geneste, conservateur de la grotte de Lascaux (spécialiste du Paléolithique)

Catherine Louboutin, conservateur au musée des antiquités nationales (spécialiste du Néolithique et de l'Age du Bronze)

Jean-Pierre Mohen, conservateur général du patrimoine, directeur du centre de recherche et de restauration des musées de France (spécialiste du Néolithique et des Ages des Métaux)

Alain Roussot, conservateur en chef du patrimoine au musée d'Aquitaine (spécialiste du Paléolithique, du Néolithique et de l'Age du Bronze)

Jean-Bernard Roy, conservateur du musée de préhistoire d'Ile-de-France (spécialiste du Paléolithique, du Néolithique et des Ages des Métaux)

Antiquités historiques :

Michel Amandry, conservateur général des bibliothèques, directeur du département des monnaies,

médailles et antiques de la bibliothèque nationale de France (spécialiste en numismatique antique).

Gérard Aubin, inspecteur général de l'archéologie (spécialiste en numismatique antique)

François Baratte, professeur à Paris- IV (spécialiste en vaisselle antique et en sculpture romaine)

Guy Barruol, directeur de recherche au CNRS (spécialiste de la Protohistoire et de l'époque gallo-romaine)

Daniel Cazes, conservateur en chef du musée Saint-Raymond à Toulouse (spécialiste de sculpture et architecture romaines, paléochrétiennes et médiévales)

Jean-Jacques Charpy, conservateur en chef du patrimoine au musée d'Eprenay (spécialiste de l'Age du Fer)

Gabrielle Demians-D'archambaud, professeur émérite à l'Université de Provence (spécialiste de l'époque médiévale)

Michel Dhenin, conservateur en chef au département des monnaies, médailles et antiques de la bibliothèque nationale de France (spécialiste en numismatique celtique, médiévale et moderne)

Michel Feugere, chargé de recherche au CNRS (spécialiste du mobilier non céramique de l'Age du Fer et de l'époque romaine)

Jean-Baptiste Giard, conservateur honoraire au département des monnaies, médailles et antiques de la bibliothèque nationale de France (spécialiste en numismatique romaine)

Christian Landes, conservateur du musée archéologique Henri Prades à Lattes (spécialiste de l'Antiquité)

Patrick Perin, conservateur du musée des antiquités nationales (spécialiste de l'Antiquité tardive et du Haut-Moyen-Age)

Léon Pressouyre, vice-président de l'Université de Paris-I (spécialiste de sculpture et architecture médiévales)

Jacques Santrot, conservateur en chef des musées départementaux de Loire-Atlantique, directeur du musée Dobrée à Nantes (spécialiste de l'Antiquité)

Claude Sintès, conservateur des musées d'Arles (spécialiste de l'Antiquité)

Françoise Vallet, conservateur au musée des antiquités nationales (spécialiste de l'époque mérovingienne)

Art. 2. - Le directeur de l'architecture et du patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Bulletin officiel du ministère de la culture.

Pour la ministre et par délégation,
le directeur de l'architecture et du patrimoine,
François Barré

Circulaire n° 2000/011 du 29 mars 2000 relative aux Journées du Patrimoine : bilan 1999 et orientation 2000.

Le directeur de l'architecture et du patrimoine
à

Madame et Messieurs les préfets de région (direction régionale des affaires culturelles)

Mesdames et Messieurs les préfets de département (service départemental de l'architecture et du patrimoine)

I - Bilan sommaire des Journées du Patrimoine 1999

11,5 millions visiteurs ont pendant deux jours fréquenté les quelques 14.000 sites et monuments accessibles au public sur l'ensemble du territoire. La fréquentation atteinte en 1998 a été confirmée en dépit des intempéries, illustrant une fois encore l'intérêt des Français pour leur patrimoine. L'augmentation du nombre d'ouvertures et d'animations démontre les potentialités de la manifestation qui peuvent être attribuées à la pertinence des thèmes retenus chaque année.

En 1999, ces thèmes, bien qu'en apparence abstraits, *Patrimoine et citoyenneté* et *L'Europe, un patrimoine commun* ont été l'occasion d'ouvrir - souvent pour la première fois - un grand nombre de monuments (mairies, conseils généraux, palais de justice, parti politique, maisons syndicales, services d'archives, etc...) et d'organiser des animations mettant en valeur ces lieux. Au nombre de celles-ci les lectures par des comédiens de textes fondateurs de la citoyenneté ont connu un grand succès, à Paris comme dans chaque métropole régionale. Ces thèmes ont surtout permis de mettre en évidence le rôle prépondérant de la culture et notamment du patrimoine, non seulement dans l'exercice de la citoyenneté, mais également dans l'apprentissage de l'Europe.

En partenariat avec la direction de l'architecture et du patrimoine, France Loisirs a édité un ouvrage sur la citoyenneté proposant un «itinéraire citoyen» en France. Cet ouvrage a été réalisé à partir d'un questionnaire adressé à des personnalités diverses, parmi lesquelles, Kofi Yamgnane, Paul Chemetov, Jacques Rigaud, Michel Wieviorka ou Danielle Mitterrand... Toutes ces personnalités étaient invitées à donner leur propre définition de la citoyenneté et d'indiquer les lieux qui leur paraissaient en être la meilleure représentation.

Par ailleurs, ces 16^{èmes} Journées du Patrimoine ont été l'occasion pour la France de s'associer à la célébration du cinquantième anniversaire du Conseil de l'Europe

en participant à la campagne *L'Europe, un patrimoine commun* qui se poursuivra tout au long de l'année 2000.

A signaler, en 1999, trois initiatives régionales qui ont été distinguées par le prix «Journées européennes du patrimoine» attribué par la Fondation du Roi Baudouin, coordinatrice des journées européennes du patrimoine :

- *Nuit du Patrimoine, citoyen d'Europe*, qui, organisé par l'association Renaissance des cités de France, se déroulait sur tout le territoire ;

- *Jeu de l'Oie* : les échanges commerciaux en Europe au XV^{ème} siècle (Bourges-Augsbourg)

- *Patrimoine commun, un circuit transfrontalier* (Drac Lorraine, Grand-Duché du Luxembourg, Wallonie et Sarre).

Les retombées médiatiques

Le soutien de la presse nationale et régionale ne s'est pas démenti cette année encore.

Un grand nombre de suppléments ont été édités pour cette occasion par la presse régionale et nationale.

La presse audiovisuelle a particulièrement bien couvert l'événement.

600 retombées ont ainsi été enregistrées : 66 pour les TV nationales et 142 pour les TV régionales ; 375 pour les radios nationales. Celles-ci se répartissent de la façon suivante :

- 42,3% des sujets (annonces des Journées, émissions, reportages) ont été diffusés en amont des Journées.

- 41,3% des annonces (reportages, informations sur les sites ouverts) ont été diffusées pendant les Journées.

- 16,3% concernent le bilan.

Les outils de communication et de diffusion de l'information

- les brochures-programme régionales ont été éditées dans toutes les régions ou réalisées avec la collaboration de la presse quotidienne régionale ;

- le cédérom audio, présentant 10 rubriques nationales ainsi qu'une sélection de sites par département a servi de support d'information à plus de 310 stations locales.

- le site internet a été mis en place dès la fin du mois de juillet présentant une sélection des manifestations relatives aux thèmes nationaux. Le programme complet, avec pour la première année une cartographie, a quant à lui, été mis en ligne au début du mois de septembre. 40.000 connections ont été enregistrées.

Pour la première fois un forum a été ouvert aux internautes, reprenant le questionnaire élaboré pour la

réalisation de l'ouvrage sur la citoyenneté.

- un nombre record d'appels au standard téléphonique mis en place dix jours avant la manifestation a été saturé dès le jeudi précédent les Journées ;
- le kiosque d'information, qui a été ouvert à partir du 10 septembre dans les jardins du Palais Royal, s'est révélé être, avec 25.000 brochures distribuées au public, un relais de diffusion du programme de la région Paris-Ile-de-France particulièrement efficace.

Les partenariats

France Loisirs a confirmé son partenariat financier et logistique en diffusant les informations sur les Journées dans l'ensemble de ses points de vente.

Reflets de France, partenaire pour la première fois des Journées du patrimoine, a largement relayé la diffusion des programmes notamment dans tous les magasins du groupe Promodes auquel appartient cette enseigne.

RTL, partenaire depuis la création de la manifestation, a confirmé cette année encore son soutien, et a élargi le temps d'antenne consacré à celle-ci.

II - Journées du patrimoine 2000, 16 et 17 septembre

1) Les thèmes nationaux

Patrimoine du XX^{ème} siècle

Le thème *Patrimoine du XX^{ème} siècle* a été annoncé lors du lancement des Journées du patrimoine 1998. Les prochaines Journées du patrimoine doivent être l'occasion de mettre en valeur l'action que mène le ministère de la culture et de la communication en faveur de ce patrimoine. Elles ont également pour objectif de mieux sensibiliser le public à un patrimoine pourtant familier puisqu'il structure l'environnement quotidien de chacun, mais insuffisamment connu.

Cette année, les Journées du patrimoine ne mettront pas seulement en valeur le patrimoine protégé au titre des monuments historiques. Elles prendront en compte le XX^e siècle dans son acception la plus large et intégreront le patrimoine matériel comme le patrimoine immatériel.

Le patrimoine matériel sera considéré dans ses composantes architecturales et urbanistiques, les objets pourront également faire l'objet de présentations spécifiques dans la mesure où il sont pris dans leur contexte. Il peut être appréhender, à titre d'exemple, selon la typologie suivante :

- Espaces urbains : cités, cités-jardin, villes nouvelles, lotissements... Par espace, sont désignés les ouvrages

ou les équipements significatifs nécessaires au fonctionnement de la ville et à son organisation spatiale. Il ne s'agit pas de considérer le monument mais un tissu urbain dans toute l'épaisseur de ses strates archéologiques.

- Génie civil et réseaux : ouvrages d'art (ponts, viaducs, aqueducs, phares, châteaux d'eau...), systèmes de production et d'acheminement des énergies et des matières premières (eau, électricité, gaz ...), réseaux de transport (métro, gares, aéroports...). Cette catégorie de monuments prend en compte les ouvrages réalisés par des ingénieurs.

- L'habitation : villas, immeubles d'appartements, châteaux, hôtels particuliers...

- Jardins : parc, arboretums, jardins publics, serres, orangeries...

- Architectures commerciales : banques, cafés, garages, guinguettes, boucheries, magasins, grands magasins, hôtels... Peuvent être regroupés sous ce terme tous les ensembles et édifices se rapportant aux activités fonctionnelles d'échange, d'achat, ou de vente de biens, de titres ou de services.

- Architecture de l'industrie : usines, mines, manufactures, brasseries, marchés...

- Bâtiments administratifs : bourses du travail, hôtels des postes, hôtel de ville et mairies, palais de justice,... toutes constructions abritant une administration qu'elle dépende de l'Etat ou d'une collectivité territoriale.

- La santé : hôpitaux, stations thermales, sources, cité refuge... tous édifices abritant des services médicaux, et hospitaliers, des organismes de bienfaisance, d'assistance ou encore de protection de l'enfance.

- L'éducation : groupes scolaires, lycées, écoles, universités... tous édifices liés à l'enseignement, spécialisés ou non, religieux ou laïques.

- Culture et loisirs : musées, théâtres, foyers patronaux, bibliothèques, stades, cinémas... tous bâtiments à vocation culturelle, sportive ou récréative.

- Le sacré : églises, couvents, chapelles, mosquées, synagogues... tous lieux de culte.

- La guerre et la mémoire : casernes, camp de concentration, fort, batteries d'artillerie, champs de batailles, ruines, mémorial, cimetières, lieux de débarquements, monuments aux morts... Ce chapitre regroupe le patrimoine militaire (sites construits ou non) et l'architecture commémorative qui perpétue notamment le souvenir des guerres ou de leurs atrocités. L'architecture militaire recouvre les ensembles, édifices et ouvrages militaires à fonction offensive, défensive ou logistique.

Cette dernière distinction fait intervenir la notion de patrimoine immatériel qui devra également être pris

en considération dans le cadre des Journées du patrimoine. Elle fait référence notamment aux lieux de mémoire qui sont le théâtre d'événements marquants pour la collectivité, tant au niveau national que local.

Ces définitions sont données ici à titre indicatif pour aider les organisateurs des Journées du patrimoine en région à orienter leurs démarches. Elles suggèrent non seulement des ouvertures d'édifices, mais aussi, implicitement, des animations (visites, circuits, conférences, expositions...) qui peuvent être mises en place lors de la manifestation. Enfin elles permettent d'envisager des partenariats avec les propriétaires de chacun de ces types d'édifices.

Un argumentaire retraçant les principales étapes de l'émergence du patrimoine du XX^{ème} siècle est annexé à la présente circulaire, à l'attention des organisateurs des Journées du patrimoine.

Par ailleurs, la sélection des monuments proposés à la visite peut être élaborée en collaboration avec les groupes de travail mis en place dans chaque région, conformément à la circulaire sur le patrimoine du XX^{ème} siècle, en date du 18 juin 1999 (cf. annexes). Ces groupes de travail composés de chercheurs de l'inventaire, de chargés d'études documentaires des monuments historiques, d'architectes des bâtiments de France, des enseignants et des chercheurs concernés par le sujet dans les écoles d'architecture et les universités, de conservateurs d'archives et de représentants d'archives d'architecture, ont pour mission en effet de dresser, dans chaque région, une liste d'édifices, protégés ou non, susceptibles de bénéficier du label patrimoine du XX^{ème} siècle.

Enfin, vingt monuments remarquables du XX^{ème} siècle feront dès cette année l'objet de restaurations. Ceux-ci pourraient également faire l'objet d'une présentation au public.

Pour mémoire, la création de ce label et la constitution des groupes de travail font partie des treize mesures annoncées lors des Journées du patrimoine 1998 par François Barré.

L'Europe, un patrimoine commun

Lancée en 1999 par le Conseil de l'Europe à l'occasion de son 50^{ème} anniversaire, cette campagne se terminera avec les Journées européennes de l'an 2000. Les 47 pays qui participent chaque année aux Journées du patrimoine ont ainsi été invités par le Conseil de l'Europe à lancer des initiatives et recenser des projets qui s'attachent à promouvoir le patrimoine culturel et naturel.

La France a répondu à cet appel en créant un comité national, présidé par Martin Malvy, maire de Figeac, président du conseil régional de Midi-Pyrénées. Outre le ministère de la culture et de la communication, les ministères de l'agriculture, de l'environnement et des affaires étrangères ont souhaité s'associer à cette campagne pour laquelle une centaine de projets devraient être labellisés par le comité national.

Une conférence de presse prévue pour le 31 mai présentera les projets labellisés. Les Journées du patrimoine seront également l'occasion de valoriser l'ensemble de ces projets auprès d'un large public.

2) Une nouvelle application informatisée

La direction de l'architecture et du patrimoine a mis en œuvre en 2000 une nouvelle application informatisée qui permettra d'améliorer la gestion des informations concernant les Journées du patrimoine sur l'ensemble du territoire national.

Cette application vise à améliorer la lisibilité de la manifestation et de sa communication, tant au niveau régional que national. Elle a nécessité une révision complète de l'ancienne base de données.

Le groupe de travail mis en place en décembre 1999 pour la réalisation de cette nouvelle application et qui réunit des représentants de huit directions régionales des affaires culturelles (Bourgogne, Corse, Centre, Ile-de-France, Midi-Pyrénées, Rhône-Alpes, Haute-Normandie, Pays de la Loire), vient de finaliser un questionnaire. Celui-ci sera diffusé à l'ensemble des directions régionales des affaires culturelles pour être adressé aux partenaires des Journées du patrimoine (propriétaires, associations, collectivités...).

Afin que toutes les potentialités qu'offre cette nouvelle application soient exploitées efficacement, la direction de l'architecture et du patrimoine organise en avril, trois séances de formation à destination des responsables régionaux des journées du patrimoine.

Cette formation est indispensable à la mise en place de cette application qui a terme permettra de rationaliser l'organisation des journées dans chaque région.

3) Agence de communication

L'appel d'offre pour le choix de l'agence de communication qui aura en charge l'organisation et la communication des Journées du patrimoine, a été lancé. Le nom de l'agence lauréate sera connu le 21 avril prochain. Le comité de pilotage des Journées du patrimoine sera associé au choix de cette agence.

La réalisation du visuel de la manifestation a été cette année retirée du cahier des charges de l'appel d'offre. La mission de la communication de la direction de l'architecture et du patrimoine assurera la réalisation de ce visuel d'ici la fin du mois d'avril.

Le succès de cette manifestation tient essentiellement au travail accompli par les directions régionales des affaires culturelles et leur capacité à mobiliser les partenaires locaux et la presse.

Comme les années précédentes, il appartient à celles-ci de :

- recenser, en liaison avec les associations de propriétaires privés et les collectivités locales, les monuments et sites ouverts, susciter de nouvelles ouvertures et des visites de chantiers,
- encourager la mise en place d'animations, ce qui suppose la collaboration des différents services (musique, théâtre, arts plastiques, lectures...) de la direction régionale des affaires culturelles, ainsi que des architectes, architectes en chef des monuments historiques, des architectes des bâtiments de France, des écoles d'architectures et des CAUE,
- créer des circuits à thème et organiser des visites commentées, avec notamment la participation d'architectes,
- organiser la diffusion de l'information auprès de la presse et du public au moyen de brochures, dépliants, tirés à part d'un quotidien régional et Internet,
- assurer la coordination de la manifestation avec les autres acteurs (associations, collectivités locales, offices du tourisme...), les partenaires privés (entreprises, médias...) et institutionnels (inspections d'académie et de l'éducation nationale, centres régionaux et départementaux de documentation pédagogique...),
- relayer les projets transfrontaliers et transnationaux auprès du Conseil de l'Europe et de la Fondation Roi Baudouin.

La valorisation de cette manifestation auprès d'un large public et des médias dépend essentiellement de la qualité de la circulation des informations qui s'instaurera entre les directions régionales des affaires culturelles et la direction de l'architecture et du patrimoine, qui pourra en outre apporter son soutien ou servir de relais dans la recherche de partenaires.

Le directeur de l'architecture et du patrimoine
François Barré

(les pièces jointes et annexes sont disponibles à la direction de l'architecture et du patrimoine)

DIRECTION DE LA MUSIQUE, DE LA DANSE, DU THEATRE ET DES SPECTACLES

Circulaire n° 2000/009 du 10 mars 2000 relative au : «Printemps théâtral» - Festival national de théâtre en milieu scolaire.

La ministre de la culture et de la communication
à

Madame et Messieurs les préfets de régions (directions régionales des affaires culturelles)

Le Printemps théâtral est reconduit pour l'an 2000. Inaugurée en 1999 à l'initiative et avec le soutien des ministères de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, et de la culture et de la communication, la manifestation amorce sa deuxième saison.

L'atout du «Printemps 1999» a été la reconnaissance et la valorisation des rencontres «Théâtre et Education», fédérées sur le plan national. De mars à juin, quelques 30.000 jeunes se sont croisés dans plus de 100 festivals accueillis par les théâtres et structures culturelles des régions, échangeant expériences et connaissances avec les enseignants et professionnels du théâtre. Plaisir du jeu, convivialité et exigence artistique étaient de rigueur.

Dans le même esprit, l'action se pérennise et se développe cette année. Les publics s'élargissent avec, par exemple, la participation des lycées agricoles.

Afin d'optimiser l'outil d'information et d'échange mis en place l'an dernier, le guide du Printemps théâtral sera scindé en deux : une publication et un site internet qui permettront une présentation plus approfondie des diverses expériences. Une brochure agenda recensera les dates, lieux et contenus des manifestations.

Poursuivant la démarche de l'an dernier, la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles a lancé une nouvelle commande aux acteurs. L'ambition pour 2001 est de diffuser quinze textes destinés aux jeunes amateurs de théâtre.

L'identification des rencontres se fait par l'intermédiaire des DRAC et des rectorats en liaison avec le Centre national du théâtre qui a été missionné pour organiser et coordonner le Printemps théâtral.

Je vous prie de bien vouloir diffuser largement ces informations, en particulier aux conseillers ayant en charge le théâtre et l'éducation artistique.

La ministre de la culture et de la communication
Catherine Trautmann

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 463-N du 3 avril 2000 portant délégation de signature.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 portant statut du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1992 portant règlement de la comptabilité publique ;

Vu le décret du 26 mars 1999 portant nomination de M. Jean-Jacques Aillagon en qualité de président du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 1997 nommant M. Werner Spies, directeur du département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 mars 1998 nommant M. Daniel Soutif, directeur du département du développement culturel ;

Vu les décisions :

- du 29 mars 1999 nommant M. Guillaume Cerutti, directeur général ;
- du 9 septembre 1991 nommant M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication ;
- du 25 juin 1995 nommant M. François Wolf, chef du service organisation et système d'information ;
- du 1^{er} octobre 1996 nommant Mme Sophie Aurand, directrice de la production ;
- du 3 décembre 1996 nommant M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier ;
- du 28 avril 1998, nommant M. Martin Bethenod, directeur des éditions ;
- du 29 mai 1998, nommant Mme Marie Agam Ferrier, directrice des ressources humaines ;
- du 26 novembre 1998, nommant Mme Anne-Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative et des publics ;
- du 4 janvier 2000, nommant M. Jean Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité ;

Considérant le budget du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou tel qu'approuvé en conseil de direction,

Considérant sa répartition budgétaire entre pôles de gestion,

Considérant sa répartition analytique entre départements, directions et services,

Décide :

Art. 1^{er}. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Jacques Aillagon, président, délégation de signature est donnée à M. Guillaume Cerutti, directeur général, pour tous actes et toutes mesures entrant dans le cadre de ses compétences.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier, à l'effet de signer :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats d'un montant inférieur à 900.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les ordres de services sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 900.000 Frs ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les décisions de tarifs ;
- les décisions dérogatoires.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à compter du 2 mai 2000 à Mme Catherine Rossi Legouet, adjointe au directeur juridique et financier, à l'effet de signer dans les mêmes limites, ces mêmes pièces, à l'exception des ordres de mission.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Paul Ollivier, directeur juridique et financier, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Philippe, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 900.000 Frs.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Aurand, directrice de la production, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité et sous celle du directeur du MNAM/CCI et du directeur du développement culturel :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant

inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

- les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 900.000 Frs ;
- les certificats administratifs ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 20.000 Frs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directrice de la production, délégation de signature est donnée à M. Harouth Bezdjian, adjoint au directeur de la production chargé du service audiovisuel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directrice de la production, délégation de signature est donnée à Mme Martine Silie, chef du service des manifestations, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directrice de la production, délégation de signature est donnée à Melle Marianne Noël, chef du service administration et finances et responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 900.000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Aurand, directrice de la production, délégation de signature est donnée à Mme Annie Boucher,

responsable du service de la régie des œuvres, à M. Maurice Lotte, chef du service de la régie des salles, à M. Gérard Herbaux responsable du service des ateliers et moyens techniques, à Mme Katia Lafitte, chef du service architecture et réalisations muséographiques, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Werner Spies, directeur du département du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec des partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les décisions de prêts et dépôts.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation est donnée à Mme Isabelle Monod-Fontaine, directrice-adjointe du musée national d'art moderne-centre de création industrielle chargée des collections, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les décisions de prêts et dépôts.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation est donnée à M. Bernard Blistène, directeur-adjoint du musée national d'art moderne-centre de création industrielle chargé de la création contemporaine et de la coordination des activités temporaires, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers, emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du musée national d'art moderne-centre de création industrielle et de Mme Isabelle Monod-Fontaine, directrice adjointe du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation est donnée à Mme Laurence Camous, chef du service de la documentation générale à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Werner Spies, directeur du musée national d'art moderne-centre de création industrielle et de Mme Isabelle Monod-Fontaine, directrice adjointe du musée national d'art moderne-centre de création industrielle, délégation est donnée à Mme Josette Lelange, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 5. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Daniel Soutif, directeur du département du développement culturel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec des partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Soutif, délégation est donnée à Mme Josette Guilbert, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions

avec des partenaires institutionnels ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel Soutif, délégation est donnée à Mme Marianne Alphant, chef du service des revues parlées, à M. Serge Laurent, chef du service des spectacles vivants, à M. Roger Rotmann, chef du service des forums de société, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

Art. 6. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les ordres de service sur marchés notifiés d'un montant inférieur à 150.000 Frs ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 900.000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Lemonnier, adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité, et de Mme Sophie Lemonnier adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie Belliard-Maslin, chef du service administratif de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à Mme Dany Culotti, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes d'un montant inférieur à 900.000 Frs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité et de Mme Sophie Lemonnier adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Bernard Piaia, chef du service bâtiment de la direction du bâtiment et de la sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité, de Mme Sophie Lemonnier adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité et de M. Bernard Piaia, chef du service bâtiment de la direction du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Jean-François Amoros, chef de service, responsable du pôle maintenance exploitation, et à M. Bernard Espinasse, chef de service, responsable du pôle aménagement et travaux, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité et de Mme Sophie Lemonnier adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Fabrice Merizzi, chargé de mission, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Valère Arifont, directeur du bâtiment et de la sécurité et de Mme Sophie Lemonnier adjointe au directeur du bâtiment et de la sécurité, délégation de signature est donnée à M. Gérard Pecqueux, responsable du pôle administratif du service sécurité, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions

avec les partenaires institutionnels ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 7. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Anne Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative et des publics, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative des publics, délégation de signature est donnée à Mme Bakta Thirode, attachée principale, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne Michèle Ulrich, directrice de l'action éducative des publics, délégation de signature est donnée à Mme Jocelyne Augier, chef du service des relations avec le public, à Mme Josée Chapelle, chef du service de l'information du public, à Mme Thérèse Groutsch, chef du service de l'accueil du public et à Mme Ariane Salmel, chef du service de l'action éducative, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous leur responsabilité :

- les attestations de service fait.

Art. 8. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Martin Bethenod, directeur des éditions, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les engagements auprès du contrôleur financier ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses et de recettes, d'un montant inférieur à 900.000 Frs ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bethenod, directeur des éditions, la même délégation est donnée à M. Philippe Bidaine, directeur adjoint des éditions, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bethenod, directeur des éditions, et de M. Philippe Bidaine, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à Mme Nicole Parmentier, responsable de pôle de gestion, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Martin Bethenod, directeur des éditions, et de M. Philippe Bidaine, directeur adjoint des éditions, délégation de signature est donnée à M. Matthias Battestini, chargée de gestion, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes ou contrats emportant recettes, d'un montant inférieur à 150.000 Frs.
- les actes d'ordonnancement de recettes d'un montant inférieur à 900.000 F.

Art. 9. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Josèphe Poisson Nguyen, adjointe au directeur de la communication, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Pierre Biron, directeur de la communication, délégation est donnée à Mme Claudine Guillon, attachée principale, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

Art. 10. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Marie Agam Ferrier, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances relatives à la gestion des personnels du centre, notamment :

- les contrats de recrutement de personnel, à l'exception des personnels recrutés pour une durée supérieure à 12 mois ;
- les décisions d'attribution de vacations ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel,

sans limitation de montant ;

- les décisions d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les documents relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à Mme Marie Luce Colonna, chef du service du personnel, à l'effet de signer :

- les contrats de recrutement de personnel, à l'exception des personnels recrutés pour une durée supérieure à 12 mois ;
- les décisions d'attribution de vacations ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M. Patrice Cascarino, chef du service du développement social, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les documents relatifs à la formation du personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie Agam-Ferrier, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à Mme Muriel Delhomme, médecin, chef du service médical, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait.

Art. 11. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à M. François Wolf, chef du service organisation et système d'information, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, et de M. François Wolf, chef du service organisation et système d'information, délégation de signature est donnée à M. Michel Gilles, adjoint du chef du service organisation et système d'information, à l'effet de signer, dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

Art. 12. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Guillaume Cerutti, directeur général, délégation de signature est donnée à Mme Claudine Guillon, attachée principale, à l'effet de signer, dans la limite des crédits du budget de la présidence placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés ou contrats emportant recettes ou dépenses, d'un montant inférieur à 150.000 Frs, à l'exclusion des conventions avec les partenaires institutionnels ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 13. - La présente décision annule et remplace toutes décisions de délégation antérieures.

Le président du centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Jean-Jacques Aillagon

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE

Décision du 15 mars 2000 relative à l'informatisation du fichier des badges de la Bibliothèque nationale de France.

Le président de la Bibliothèque nationale de France,
Vu la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, notamment son article 15 ;

Vu le décret n° 78-774 du 17 juillet 1978 modifié par les décrets n° 78-1223 du 28 décembre 1978 et n° 79-421 du 30 mai 1979, et n° 80-1030 du 18 décembre 1980 ;

Vu l'avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés en date du 13 mars 2000 ;

Vu le décret n° 94-3 du 3 janvier 1994 portant création de la Bibliothèque nationale de France ;

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est créé à la Bibliothèque nationale de France, un traitement automatisé d'informations nominatives.

Ce fichier est intitulé Fichier des badges.

Le traitement du fichier des badges de la Bibliothèque nationale de France est destiné à permettre :

l'identification de trois catégories de personnes susceptibles d'accéder et de se déplacer pour des raisons professionnelles dans l'enceinte de la Bibliothèque nationale de France :

personnel de la Bibliothèque nationale de France
personnel d'entreprises extérieures
autres demandeurs

l'accès au bâtiment et la circulation à l'intérieur du bâtiment avec une détermination des zones accessibles en fonction de la catégorie d'utilisateur, de la localisation et des horaires de travail pour ces différentes catégories de personnels.

Art. 2. - Les catégories d'informations nominatives traitées sont les suivantes : identité (photographie, nom et prénom), vie professionnelle.

Art. 3. - Les destinataires de ces informations sont les agents habilités de la Bibliothèque nationale de France, en particulier le service de la sûreté et les directeurs de départements et chefs de services auxquels sont rattachés les agents.

L'entreprise extérieure chargée des services de la restauration du personnel est destinataire des informations relatives à l'identité des agents.

Art. 4. - Le droit d'accès prévu par l'article 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès du Service de la sûreté de la Bibliothèque nationale de France, Direction de l'administration et du personnel, Département des moyens techniques, Quai François

Mauriac, 75706 Paris cedex 13.

Art. 5. - Le Président de la Bibliothèque nationale de France est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Bulletin Officiel du Ministère de la Culture.

Le président de la Bibliothèque nationale de France
Jean-Pierre Angremy

DOCUMENTS SIGNALES

Direction des archives de France

Note AD/DEP 404 du 22 mars 2000, relative au versement aux services d'archives départementales

des archives de directions régionales et départementales des renseignements généraux antérieures au 1^{er} janvier 1946.

Mesures d'information

Relevé de textes parus au Journal officiel

MARS 2000

JO n° 51 du 1^{er} mars 2000

Premier Ministre

Page 32262 Décret du 25 février 2000 portant nomination (administrateurs civils) (culture : M. Peyre Éric).

Culture

Page 3265 Décret du 25 février 2000 portant nomination du directeur de l'Académie de France à Rome (M. Racine Bruno).

JO n° 52 du 2 mars 2000

Culture

Page 3314 Arrêté du 24 février 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : 1900).

JO n° 53 du 3 mars 2000

Culture

Page 3387 Arrêté du 31 janvier 2000 fixant les modalités du contrôle financier sur l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

Page 3388 Arrêté du 24 février 2000 fixant au titre de l'années 2000 le nombre d'emplois offerts aux sous-officiers candidats à des emplois civils.

Page 3388 Arrêté du 25 février 2000 portant affectation d'un ensemble mobilier (établissement public du musée du quai Branly).

Page 3391 Décision du 15 février 2000 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Fakour Zaker Farhad).

JO n° 54 du 4 mars 2000

Culture

Décrets du 2 mars 2000 portant nomination (écoles d'architecture) (MM. Perrinjaquet Roger, Wirz Hans et Matthieu Bertrand).

Conventions collectives

Page 3461 Avis relatif à l'extension de la convention collective nationale de l'édition.

Page 3462 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Provence-Alpes Côte d'azur) conclu dans

le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 3462 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Corse) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 56 des 6 et 7 mars 2000

Premier ministre

Page 3538 Décret n° 2000-198 du 6 mars 2000 modifiant le décret n° 84-1051 du 30 novembre 1984 pris en application de l'article 63 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat en vue de faciliter le reclassement des fonctionnaires de l'Etat reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Page 3538 Circulaire du 6 mars 2000 relative à la préparation des plans pluriannuels d'amélioration de l'accès des femmes aux emplois et postes d'encadrement supérieur de la fonction publique de l'Etat.

Page 3539 Circulaire du 6 mars 2000 relative à la simplification des formalités et des procédures administratives.

Culture

Page 3556 Arrêté du 23 février 2000 portant affectation d'un immeuble (lieudit Ferme de Lina à Chambord).

Page 3556 Arrêté du 24 février 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Grenoble : *Eustache Le Sueur*).

Fonction publique

Page 3557 Décret n° 2000-201 du 6 mars 2000 modifiant les décrets n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires et n° 82-452 du 28 mai 1982 relatif aux comités techniques paritaires.

Culture

Page 3567 Arrêté du 8 décembre 1999 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Versailles.

Page 3567 Arrêté du 9 décembre 1999 portant nomination du président du conseil d'administration

de l'école d'architecture de Versailles (M. Cladel Gérard).

Page 3567 Arrêté du 24 février 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Marseille-Luminy.

JO n° 57 du 8 mars 2000

Intérieur

Page 3610 Arrêté du 29 février 2000 fixant au titre de l'année 2000 le nombre de postes offerts au concours commun externe pour le recrutement de secrétaires administratifs d'administration centrale du ministère de l'emploi et de la solidarité, du ministère de l'intérieur, du ministère de la culture et de la communication et de secrétaires de protection des réfugiés et apatrides (Office français de protection des réfugiés et apatrides) et au concours commun interne pour le recrutement de secrétaires administratifs d'administration centrale du ministère de l'emploi et de la solidarité, du ministère de l'intérieur et de secrétaires de protection des réfugiés et apatrides (culture : concours externe, 2 postes et 2 postes offerts aux bénéficiaires du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre).

Culture

Page 3616 Décret du 6 mars 2000 portant délégation de signature (M. Tolila Paul).

Page 3627 Décisions du 21 février 2000 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France.

Conventions collectives

Page 3630 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la publicité.

Page 3633 Avis relatif à l'élargissement d'un accord départemental (Isère) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 58 du 9 mars 2000

Premier ministre

Page 3674 Décret n° 2000-212 du 8 mars 2000 relatif aux conditions de rémunération des collaborateurs de la délégation interministérielle à la réforme de l'Etat et de la direction générales de l'administration et de la fonction publique.

Page 3674 Décret n° 2000-213 du 8 mars 2000 portant attribution d'une indemnité spéciale à certains personnels de la délégation interministérielle à la réforme de l'Etat et de la direction générales de l'administration et de la fonction publique.

Page 3675 Arrêté du 8 mars 2000 fixant le montant et les modalités d'attribution des indemnités susceptibles d'être allouées aux collaborateurs de

la délégation interministérielle à la réforme de l'Etat et de la direction générale de l'administration et de la fonction publique.

Page 3675 Arrêté du 8 mars 2000 fixant le montant et les modalités d'attribution de l'indemnité spéciale susceptible d'être allouée à certains personnels de la délégation interministérielle à la réforme de l'Etat et de la direction générale de l'administration et de la fonction publique.

Page 3675 Circulaire du 8 mars 2000 relative à l'adaptation de l'appareil statistique de l'Etat pour améliorer la connaissance de la situation respective des femmes et des hommes.

Culture

Page 3704 Arrêté du 23 février 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Splendeurs de la céramique ottomane*).

Page 3709 Décret du 8 mars 2000 portant nomination de la directrice de la musique, de la danse, du théâtre, et des spectacles (Mme Hubac Sylvie).

Page 3709 Arrêté du 23 février 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (M. Hoss Jean-Pierre).

Conventions collectives

Page 3711 Arrêté du 29 février 2000 portant extension d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 59 du 10 mars 2000

Emploi et solidarité

Page 3744 Arrêté du 1^{er} mars 2000 portant attribution et non-renouvellement de licences d'agent artistique et transfert de sièges d'agences.

Culture

Page 3809 Arrêté du 10 février 2000 modifiant l'arrêté du 6 janvier 1998 relatif au cycle de formation continue diplômante conduisant au diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement.

Page 3809 Arrêté du 10 février 2000 modifiant l'arrêté du 6 janvier 1998 relatif au troisième cycle conduisant au diplôme d'architecte DPLG.

Page 3809 Arrêté du 1^{er} mars 2000 portant modification de l'arrêté du 22 mars 1999 pris pour l'application des dispositions du chapitre III du titre IV du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et concernant le soutien financier sélectif à la production et à la préparation des œuvres cinématographiques de courte durée.

Page 3815 Arrêté du 15 février 2000 portant admission à la retraite (conservateurs du patrimoine) (M. Hervieu Jean-Paul).

Page 3815 Décision du 25 février 2000 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Stutz Lukas).

JO n° 60 du 11 mars 2000

Economie, finances et industries

Page 3852 Arrêté du 9 février 2000 autorisant la société SkyBridge Communications par satellites à établir et exploiter un réseau de télécommunications ouvert au public.

Page 3870 Arrêté du 2 mars 2000 portant annulation de crédits (culture, Titre V : patrimoine monumental).

Culture

Page 3878 Décret du 6 mars 2000 portant délégation de signature (Mme Weber Anita).

Page 3878 Arrêté du 3 mars 2000 portant délégation de signature (M. Sortais Alain).

Page 3889 Arrêté du 29 février 2000 portant nomination du président et des membres du jury chargé de la sélection des pensionnaires de l'Académie de France à Rome pour l'année 2000.

Page 3889 Arrêté du 1^{er} mars 2000 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Saint-Etienne (M. Dutreuil Jean-Michel).

Page 3890 Décision du 29 février 2000 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Ivanov Svetozar, Stoyanov).

Page 3890 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Conventions collectives

Page 3893 Arrêté du 1^{er} mars 2000 portant extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 3895 Arrêté du 2 mars 2000 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale des industries céramiques.

JO n° 61 du 12 mars 2000

Conventions collectives

Page 3944 Arrêté du 2 mars 2000 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la radiodiffusion.

Page 3944 Arrêté du 2 mars 2000 portant élargissement d'un accord régional (Bourgogne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 3945 Arrêté du 2 mars 2000 portant élargissement d'un accord départemental (Drôme) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 62 des 13 et 14 mars 2000

Page 3968 Loi n° 2000-230 du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique.

Economie, finances et industries

Page 3990 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 17 janvier 2000 au 28 janvier 2000 (culture, Titres III et V, p. 3991).

Culture

Page 3996 Arrêté du 3 mars 2000 modifiant l'arrêté du 11 mars 1993 portant création d'un comité d'histoire du ministère de la culture.

Page 3996 Arrêté du 3 mars 2000 fixant la liste des publications périodiques visées au titre I^{er} du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Page 4008 Arrêté du 18 janvier 2000 portant nomination à la commission consultative de la création artistique (peinture, sculpture et arts graphiques).

Page 4008 Arrêté du 24 février 2000 portant admission à la retraite (administration générale) (M. Boufflet Jacques).

Page 4009 Arrêté du 3 mars 2000 portant nomination au conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux (MM. de Broglie Gabriel et Groshens Jean-Claude).

Conventions collectives

Page 4009 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 63 du 15 mars 2000

Economie, finances et industries

Page 4050 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 31 janvier 2000 au 18 février 2000 (culture, Titres III et V, p. 4051).

Culture

Page 4057 Arrêté du 24 février 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Saint-Jean-Cap-Ferrat : *Tchaïkovski et la France*).

Page 4057 Arrêté du 10 mars 2000 modifiant l'arrêté du 10 avril 1995 pris pour l'application du paragraphe I de l'article 7 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie des programmes audiovisuels.

Page 4057 Arrêté du 10 mars 2000 autorisant au titre de l'année 2000 l'ouverture d'un concours pour le recrutement d'adjoints administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes) du ministère de la

culture et de la communication.

Page 4058 Arrêté du 10 mars 2000 autorisant au titre de l'année 2000 l'ouverture d'un concours pour le recrutement de chargés d'études documentaires (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 4066 Arrêté du 7 mars 2000 portant nomination au conseil d'administration du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris.

Page 4066 Arrêté du 9 mars 2000 portant nomination à la commission relative aux services de télévision distribués par câble.

JO n° 64 du 16 mars 2000

Culture

Page 4106 Arrêté du 5 janvier 2000 portant attribution d'un ensemble immobilier domanial (Etablissement public du musée du Louvre).

Page 4106 Arrêté du 10 mars 2000 portant délégation de signature (M. Métoudi Gérard).

JO n° 65 du 17 mars 2000

Culture

Page 4173 Arrêté du 25 février 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *L'Art copte en Egypte*).

Page 4173 Arrêté du 3 mars 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Visions du futur*).

Page 4173 Arrêté du 9 mars 2000 relatif à la régie d'avances constituée auprès du Musée national des arts africains et océaniens.

Page 4174 Arrêté du 9 mars 2000 créant et délimitant un secteur sauvegardé (territoire de la commune de Sommières dans le Gard).

Page 4174 Arrêtés du 13 mars 2000 portant délégation de signature (Mme Hubac Sylvie, M. Boyer Jean-Marc).

Page 4196 Arrêté du 3 mars 2000 portant admission à la retraite (administration générale) (M. Hannebert Jean-Louis).

Conventions collectives

Page 4197 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 66 du 18 mars 2000

Culture

Page 4232 Arrêtés du 25 février 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *L'Art copte en Egypte*).

Page 4232 Arrêté du 10 Mars 2000 fixant le nombre

de postes offerts au titre de l'année 2000 au concours pour le recrutement de secrétaires administratifs des services déconcentrés (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

JO n° 67 du 19 mars 2000

Premier ministre

Page 4293 Arrêté du 17 mars 2000 portant application de l'article 7 du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 portant statut particulier du corps des administrateurs civils.

JO n° 68 des 20 et 21 mars 2000

Culture

Page 4379 Arrêté du 3 mars 2000 portant création d'un traitement automatisé d'informations dénommé fichier ressources pour la coopération française à l'international dans le domaine du patrimoine architectural et urbain.

JO n° 69 du 22 mars 2000

Economie, finances et industries

Page 4414 Arrêté du 16 mars 2000 portant report de crédit (culture : Titres V et VI).

Culture

Page 4416 Arrêté du 13 mars 2000 relatif à la commission prévue à l'article L. 311-5 du code de la propriété intellectuelle.

Page 4416 Arrêté du 14 mars 2000 autorisant l'ouverture de l'examen professionnel d'accès au grade d'attaché principal d'administration centrale du ministère de la culture et de la communication au titre de l'année 2000.

Page 4424 Décision du 10 mars 2000 portant nomination à la commission compétente pour l'octroi des contributions financières aux œuvres cinématographiques de courte durée.

Page 4424 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Conventions collectives

Page 4425 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 70 du 23 mars 2000

Culture

Page 4478 Arrêté du 14 mars 2000 fixant les taux de calcul du soutien financier de l'Etat alloué aux entreprises d'édition de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public.

Page 4478 Arrêté du 14 mars 2000 fixant les taux de

calcul du soutien financier de l'Etat aux entreprises de production d'œuvres cinématographiques à raison de la commercialisation de ces œuvres sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public.

Page 4495 Arrêté du 13 mars 2000 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Marseille-Luminy (M. Deslaugiers François).

JO n° 71 du 24 mars 2000

Culture

Page 4554 Décret du 17 mars 2000 portant intégration (conservateurs du patrimoine) (M. Trezin Christian).

Page 4554 Décret du 17 mars 2000 portant nomination (écoles d'architecture) (MM. Seraphin Gilles, Melissinos Alexandre).

Page 4554 Arrêté du 15 mars 2000 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Bretagne ((M. Hauvette Christian).

Page 4554 Décision du 9 mars 2000 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Naeimi Hamid).

Page 4554 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 72 du 25 mars 2000

Culture

Page 4648 Arrêté du 16 mars 2000 portant nomination au conseil d'administration de l'Opéra-Comique.

Page 4648 Arrêté du 17 mars 2000 relatif à une situation administrative (administrateurs civils) (Mme Dumeste Marie-Hélène).

Conventions collectives

Page 4651 Arrêté du 13 mars 2000 portant élargissement d'un accord interdépartemental (Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine et Finistère) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 4652 Arrêté du 16 mars 2000 portant extension d'avenants à la convention collective nationale de l'animation socio-culturelle.

Page 4652 Arrêté du 16 mars 2000 portant élargissement d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 4653 Arrêté du 13 mars 2000 portant élargissement d'un accord interdépartemental (Ain, Ardèche, Loire, Rhône, Haute-Savoie et Savoie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des

maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 73 du 26 mars 2000

Economie, finances et industries

Page 4767 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours (culture, Titres III et V).

Culture

Page 4780 Décret du 24 mars 2000 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme Radio-France (Mme Hubac Sylvie).

Page 4781 Décret du 24 mars 2000 portant nomination au conseil d'administration de la Société nationale de programme France 3 (Mme Hubac Sylvie).

JO n° 74 des 27 et 28 mars 2000

Page 4821 Décrets du 27 mars 2000 relatifs à la composition du Gouvernement (fin de fonctions de Mme Trautmann Catherine, nominations de Mme Tasca Catherine, ministre de la culture et de la communication, et de M. Duffour Michel, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle).

JO n° 75 du 29 mars 2000

Culture

Page 4867 Liste des immeubles protégés au titre de la législation sur les monuments historiques au cours de l'année 1999.

JO n° 76 du 30 mars 2000

Conventions collectives

Page 4921 Arrêté du 20 mars 2000 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique.

Page 4924 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 4924 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

AVRIL 2000

JO n° 81 du 5 avril 2000

Culture

Page 5207 Arrêté du 3 avril 2000 portant délégation de signature (M. Métoudi Gérard).

Page 5212 Arrêté du 3 avril 2000 portant nomination au cabinet de la ministre (M. Métoudi Gérard).

JO n° 83 du 7 avril 2000**Economie, finances et industries**

Page 4312 Arrêté du 3 avril 2000 portant report de crédits (culture, tableaux A et B, Titre IV, pp. 5316-5317).

Fonction publique

Page 5335 Décret n° 2000-300 du 6 avril 2000 relatif aux attributions du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat.

JO n° 84 du 8 avril 2000**Economie, finances et industries**

Page 5377 Arrêté du 28 mars 2000 portant transfert de crédits (culture, Titre III, p. 5377).

Culture

Page 5419 Décret n° 2000-317 du 7 avril 2000 relatif aux attributions déléguées au secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle.

JO n° 85 du 9 avril 2000**Intérieur**

Page 5468 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2000-318 du 7 avril 2000 relatif à la partie Réglementaire du code générale des collectivités territoriales.

Page 5469 Décret n° 2000-318 du 7 avril 2000 relatif à la partie Réglementaire du code générale des collectivités territoriales.

Page 5474 Circulaire du 7 avril 2000 relative à la partie Réglementaire du code générale des collectivités territoriales.

JO n° 86 des 10 et 11 avril 2000**Culture**

Page 5541 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

JO n° 87 du 12 avril 2000**Culture**

Page 5578 Arrêtés du 6 avril 2000 portant délégation de signature (MM. Sortais Alain, Scanvic Frédéric, Dupuis Jean-Sébastien, Mme Cachin Françoise, M. Amsellem Guy, Mmes Magnant Anne, Weber Anita, Hubac Sylvie, MM. Barré François, Belaval Philippe, Olivier Patrick et Mme Mariani-Ducray Francine).

JO n° 88 du 13 avril 2000

Page 5646 Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Economie, finances et industries

Page 5661 Arrêté du 6 avril 2000 portant transfert de crédits (culture, tableau A, Titre IV, p. 5662).

Aménagement du territoire

Page 5678 Liste des sites classés au cours de l'année 1999 au titre de la loi du 2 mai 1930.

JO n° 89 du 14 avril 2000**Intérieur**

Page 5716 Arrêté du 5 avril 2000 portant approbation de la modification des statuts et du titre d'un établissement d'utilité publique (Académie des sciences morales, des lettres et des arts de Versailles et de l'Ile-de-France).

Culture

Page 5722 Arrêté du 5 avril 2000 fixant les dates des élections pour le renouvellement des conseils régionaux et du Conseil national de l'ordre des architectes.

Page 5734 Décision du 21 mars 2000 portant nomination à la commission compétente pour l'octroi des contributions financières aux œuvres cinématographiques de courte durée (M. Bauchy Patrice).

JO n° 90 du 15 avril 2000**Economie, finances et industries**

Page 5763 Arrêté du 3 avril 2000 portant report de crédits (culture, tableaux A et B, Titres III et IV, p. 5764 et 5767).

Page 5770 Arrêté du 3 avril 2000 portant report de crédits (culture, tableaux A et B, Titres III et IV, p. 5771 et 5773).

Culture

Page 5791 Décret du 12 avril 2000 portant nomination d'un haut fonctionnaire de défense adjoint (M. Charpillon Jean).

JO n° 91 des 17 et 18 avril 2000**Culture**

Page 5911 Arrêté du 7 avril 2000 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant création d'une taxe parafiscale au profit d'un fonds de soutien à l'expression radiophonique.

JO n° 93 du 19 avril 2000**Economie, finances et industries**

Page 5944 Arrêtés du 7 avril 2000 portant transfert de crédits (culture, tableau B, Titre V, p. 5944).

Page 5946 Arrêtés du 7 avril 2000 portant ouverture de crédits (culture, tableau B, Titre IV, p. 5949).

Culture

Page 5972 Arrêté du 6 avril 2000 portant nomination au comité d'histoire du ministère de la culture et de la communication (M. Pattyn Christian).

JO n° 94 du 20 avril 2000**Culture**

Page 6040 Décision du 11 avril 2000 portant nomination à la commission du soutien financier sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée.

Conventions collectives

Page 6041 Arrêté du 10 avril 2000 portant extension d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

Page 6042 Arrêté du 10 avril 2000 portant extension d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 95 du 21 avril 2000**Culture**

Page 6104 Arrêté du 12 avril 2000 portant délégation de signature (Mme Saal Agnès).

Page 6109 Arrêté du 12 avril 2000 portant nomination au cabinet de la ministre.

JO n° 96 du 22 avril 2000**Culture**

Page 6162 Arrêté du 13 avril 2000 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition à Paris : *Splendeurs des collections de Catherine II de Russie, Le Cabinet de pierres gravées du duc d'Orléans*).

Page 6171 Arrêté du 13 avril 2000 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse (M. Maigre Michel, Mme Trenque Catherine).

JO n° 97 du 23 avril 2000**Présidence de la République**

Page 6212 Ordre national de la Légion d'honneur : Décret du 19 avril 2000 portant élévation à la dignité de grand officier (M. Decaux Alain).

Page 6212 Ordre national de la Légion d'honneur : Décret du 19 avril 2000 portant promotion (au titre du ministère de la culture et de la communication, commandeur : Mmes Sullerot Eveline, Chedid Andrée).

Page 6213 Ordre national de la Légion d'honneur : Décret du 19 avril 2000 portant nomination, officier et chevalier : culture p. 6224) (M. Loyrette Henri, chevalier).

Economie, finances et industries

Page 6239 Tableau modificatif des ouvertures de fonds de concours : Crédits ouverts sur la période du

17 janvier 2000 au 28 janvier 2000 (culture, Titres III et V, p. 6240).

JO n° 98 des 24, 25 et 26 avril 2000**Culture**

Page 6314 Décret n° 2000-357 du 21 avril 2000 relatif au Centre des monuments historiques nationaux et modifiant le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 portant statut de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

Page 6316 Arrêté du 12 avril 2000 portant délégation de signature (M. Van Der Malière Alain).

Page 6320 Arrêté du 12 avril 2000 portant nomination au cabinet du secrétaire d'Etat.

Page 6320 Arrêté du 17 avril 2000 portant nomination de la directrice générale de la Cité des sciences et de l'industrie (Mme Pot Nicole).

JO n° 99 du 27 avril 2000**Culture**

Page 6357 Arrêtés du 13 avril 2000 relatifs à l'insaisissabilité de biens culturels (expositions à Avignon : *La beauté "in fabula"*, à Paris : *Utopie, la quête de la société idéale en Occident* et *D'après l'antique*, et à Aix-en-Provence : *Cézanne au fil de l'eau*).

Page 6367 Décret du 19 avril 2000 portant intégration (conservateurs du patrimoine) (M. May Roland).

Page 6371 Arrêté du 17 avril 2000 portant élargissement d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 6371 Arrêté du 17 avril 2000 portant élargissement d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 6371 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des cabinets d'architectes.

JO n° 100 du 28 avril 2000**Culture**

Page 6424 Arrêté du 28 mars 2000 portant nomination au conseil de l'ordre des Arts et des lettres (M. Ducasse Alain).

Page 6424 Arrêté du 30 mars 2000 portant nomination au conseil de l'ordre des Arts et des lettres (M. Damien André).

Page 6424 Arrêté du 7 avril 2000 portant nomination

de la présidente du conseil d'administration de l'école d'architecture de Marne-la-Vallée (Mme Masbouni Ariella).

Page 6424 Arrêté du 14 avril 2000 portant nomination, du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Paris-Villemin (M. Tribel Jean).

Page 6424 Décision du 6 avril 2000 portant nomination à la commission du soutien financier sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée.

Page 6424 Décision du 18 avril 2000 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en

France (Mlle Puric Olivera).

JO n° 101 du 29 avril 2000

Culture

Page 6485 Arrêté du 26 avril 2000 modifiant l'arrêté du 21 septembre 1998 relatif à l'organisation de la direction de l'architecture et du patrimoine.

JO n° 102 du 30 avril 2000

Culture

Page 6576 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLEENATIONALE

JO n° 10 du 6 mars 2000

Réponse aux questions de :

- M. André Gerin sur une conséquence de la réorganisation de l'aide de l'Etat aux compagnies dramatiques non conventionnées, notamment par le remplacement de l'aide au projet par l'aide à la production, non renouvelable, ce qui réduit le nombre des compagnies aidées.

(Question n° 35340-04.10.1999).

- M. José Rossi sur l'application de l'article 1 de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 qui pénalise la diffusion du livre en Corse en incluant au prix du livre un coût forfaitaire de transport de 2% alors qu'il atteint 6% pour l'île, surcoût qui ampute la marge du distributeur.

(Question n° 36513-25.10.1999).

- MM. Serge Poignant et Thierry Mariani sur l'importance de maintenir la diffusion des émissions religieuses le dimanche matin sur France 2, alors que ces programmes semblent menacés.

(Questions n° 38297-06.12.1999 ; 40601-24.01.2000).

- M. Georges Colombier sur l'exigence par la SACEM du paiement de droits par les établissements sociaux et médico-sociaux isérois, alors que l'article L. 122-5 du code de la propriété intellectuelle exclut du paiement la diffusion d'œuvres musicales «dans un cercle de famille» auquel pourrait être assimilé le lieu de vie permanent des enfants relevant de l'aide sociale à l'enfance, ou des personnes handicapées.

(Question n° 38791-13.12.1999).

- M. Christian Estrosi sur le montant et la répartition des aides accordées aux festivals de jazz en France, par région pour les années 1996, 1997 et 1999. (voir

réponse plus complète in JO n° 11 du 13 mars 2000).

(Question n° 39521-27.12.1999).

- M. Roger Meï sur la place que réservera aux associations d'archéologues bénévoles la loi sur l'archéologie préventive.

(Question n° 40066-17.01.2000).

- M. Jack Lang sur les mesures envisagées pour permettre aux personnes handicapées visuelles de lire la presse locale, régionale et nationale.

(Question n° 40161-17.01.2000).

- M. André Schneider sur le devenir de la radio locale FIP, dont les deux tiers des stations semblent devoir être supprimées par Radio France, alors que FIP, qui n'a cessé d'innover depuis sa création en 1971 malgré ses faibles moyens, remplit réellement une mission de service public.

(Question n° 40821-31.01.2000).

JO n° 11 du 13 mars 2000

Réponse aux questions de :

- MM. Léonce Deprez et Didier Quentin sur l'avenir des émissions religieuses diffusées sur France 2 le dimanche matin, et sur l'action ministérielle envisagée afin de permettre le maintien de leur diffusion dont l'éventuelle suppression, ou un changement de créneau horaire, sont envisagés en raison de leur faible audimat.

(Questions n° 37361-15.11.1999 ; 37420-15.11.1999).

- M. Patrice Martin-Lalande sur la position du Gouvernement sur le principe général des obligations de service public en matière de télévision, et sur le principe que l'existence de chaînes thématiques ne peut remettre en cause l'existence des émissions de France Télévision consacrées au même thème comme les émissions sportives ou religieuses.

(Question n° 38585-13.12.1999).

- M. Bruno Bourg-Broc sur l'opportunité de redéfinir par voie réglementaire ou législative la notion d'épuisement d'un livre, qui, à défaut de retraitage, met fin au contrat d'auteur, alors que les technologies actuelles permettent un tirage à l'unité à la demande qui risque de lier indéfiniment les auteurs alors que leur œuvre n'est pas réellement exploitée.
(Question n° 38764-13.12.1999).

- M. Christian Estrosi sur le montant et la répartition des aides accordées aux festivals de jazz en France, par région pour les années 1996, 1997 et 1999.
(Question n° 39521-27.12.1999).

- M. Pierre Ducout sur l'importance de consulter le syndicat national des supports d'enregistrement avant de décider toute modification de la taxe sur les CD enregistrables réclamée par la SACEM afin de lutter contre le piratage des disques compacts, ce qui pénaliserait les copie privée légales et les usages professionnels en décuplant le prix de certains supports vierges.
(Question n° 39914-10.01.2000).

- M. Armand Jung sur l'opportunité d'augmenter la subvention de l'Etat aux dépenses de fonctionnement et de gestion des bibliothèques municipales, eu égard à la faiblesse de son taux (3,30%).
(Question n° 41009-07.02.2000).

JO n° 12 du 20 mars 2000

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Pierre Foucher sur les projets de réforme des SDAP qui inquiètent les services départementaux de l'architecture et du patrimoine des Hauts-de-Seine : centralisation accrue des services et des décisions incompatible avec la concertation régulière exigée par leurs nombreuses et vastes missions, moyens financiers réduits ou gelés et déroulements de carrières ne correspondant pas aux engagements pris.
(Question n° 38751-13.12.1999).

- MM. Laurent Dominati et Léonce Deprez sur la nécessité de garantir une distribution pluraliste de la presse afin d'assurer la liberté de distribution prévue par la loi Bichat après la récente controverse sur la distribution du magazine *Marianne* mettant en cause la Société coopérative des messageries lyonnaises (MLP) et les NMPP (*Le Monde* du 8/12/1999).
(Questions n° 39147-27.12.1999 ; 39671-03.01.2000).

- M. Léonce Deprez sur la lenteur de la mise en place de la Fondation Giacometti devant regrouper 700 de ses œuvres et ses archives, constamment retardée depuis dix ans, et que la ministre souhaitait voir aboutir avant l'an 2000.
(Question n° 39152-27.12.1999).

- M. Léonce Deprez sur l'état actuel de la création et des travaux du Conseil supérieur des langues

françaises, destiné à remplacer le Conseil des langues et cultures régionales, avec pour mission de conseiller le Gouvernement sur toutes les questions relatives aux langues de France autres que le français.

(Question n° 40497-24.01.2000).

- M. Léonce Deprez sur l'état actuel de la mise en œuvre des trente-neuf engagements pris par le Premier ministre lors de la signature de la Charte européenne des langues régionales, selon ses déclarations du 16 novembre 1999.

(Question n° 40498-24.01.2000).

- M. Bruno Bourg-Broc sur les moyens dont disposent les services publics où sont situés les points de vente de l'entreprise Hachette Distribution Services, qui vient de décider de transformer l'enseigne de ses «Relais H» en «Relay», pour faire respecter notre langue en France par une entreprise française.

(Question n° 40587-24.01.2000).

- M. Léonce Deprez sur le souhait de l'IFRAP (Institut français pour la recherche sur les administrations publiques), comme de tous les français, de connaître le coût pour le contribuable de la mission de célébration de l'an 2000, structure de plus de soixante personnes à plein temps placée sous l'autorité du ministère chargé de la culture.

(Question n° 41511-14.02.2000).

JO n° 13 du 27 mars 2000

Réponse aux questions de :

- MM. Charles de Courson et Jean-Pierre Abelin sur le moyen de concilier l'obligation légale faite au service public de télévision (France 2) de programmer le dimanche matin des émissions religieuses avec les exigences de l'audimat, et la concurrence d'autres chaînes thématiques qui diffuseront des émissions religieuses.

(Questions n° 38054-29.11.1999 ; 38089-29.11.1999).

- M. Jean-Paul Bacquet sur la demande de la Confédération musicale de France d'aides incitatives ou de conditions préférentielles pour l'achat d'instruments de musiques, dont le coût est prohibitif, afin d'enrayer la disparition progressive des batteries fanfares et harmonies municipales dans les communes rurales.

(Question n° 38567-13.12.1999).

- M. Guy Teissier sur «le plan bleu», projet de restructuration de Radio-France qui prévoit la fermeture d'une majorité des antennes locales de FIP, notamment celle de Marseille, et sur le moyen de permettre la conservation de cette dernière.

(Question n° 41140-07.02.2000).

- M. Michel Pajon sur l'avenir de FIP, radio de qualité en modulation de fréquence qui assure un véritable service public, et dont pourtant un projet de restructuration de Radio-France prévoit la fermeture

d'une majorité des antennes locales.
(Question n° 41889-21.02.2000).

JO n° 14 du 3 avril 2000

Réponse aux questions de :

- M. Jean Tibéri sur l'opportunité de protéger, au titre de la propriété intellectuelle, les concepteurs de sujets d'examens ou de concours organisés par le service public, et les auteurs de corrigés, dont les textes sont largement reproduits à des fins pédagogiques par les maisons d'éditions scolaires.

(Questions n° 37269-15.11.1999 ; 38765-13.12.1999).

- Mme Christine Boutin sur les moyens qui seront mis en œuvre pour adapter l'application de la loi sur les 35 heures au secteur de la création cinématographique et audiovisuelle, en 2002 si l'on se réfère à la taille réduites de ces structures, dès 2000 si le mode de calcul inclut les contractuels à durée déterminée, l'annualisation n'étant pas applicable aux intermittents du spectacles.

(Question n° 40574-24.01.2000).

- M. Jean-Pierre Michel sur l'urgence de traiter au titre de l'archéologie préventive, de protéger et de mettre en sécurité les sites archéologiques miniers et leurs installations annexes dont la destruction prochaine est annoncée par les DRIRE qui instruisent les procédures d'abandon des 8000 concessions minières orphelines répertoriées, et sur les dispositions qui permettraient de donner aux archéologues les moyens, notamment en personnels, de remplir cette nouvelle mission.

(Question n° 40624-24.01.2000).

- M. Michel Hunault sur l'intention de la ministre de prendre des mesures exceptionnelles pour soutenir le monde du cirque, victime à cause des tempêtes des 26 et 28 décembre 1999, de pertes matérielles et de manque à gagner.

(Question n° 41257-07.02.2000).

- M. Paul Dhaille sur la possibilité d'assimiler à une vente forcée l'augmentation importante du prix de quotidiens régionaux comme *Le Havre libre*, *Le Havre Presse* et *Paris-Normandie* du fait de la création de suppléments et alors qu'aucun autre quotidien n'existe sur place.

(Question n° 41262-07.02.2000).

JO n° 15 du 10 avril 2000

Réponse à la question de :

- M. Alain Fabre-Pujol sur les dispositions prises pour protéger la loi française sur le prix unique du livre contournée lors de la vente de livres sur Internet par des sociétés basées dans des pays sans législation contraignante.

(Question n° 39991-17.01.2000).

JO n° 16 du 17 avril 2000

Réponse aux questions de :

- M. Thierry Mariani sur la possibilité d'assimiler à un privilège, ou au dérapage politique d'un fonctionnaire, l'accord verbal et étonnamment rapide de l'architecte de bâtiments de France obtenu par la mairie Front national d'Orange pour des travaux qui changent considérablement la configuration du cours Aristide-Briand situé dans un périmètre protégé.

(Question n° 35275-04.10.1999).

- M. Christian Cuvilliez sur l'inquiétude des 80 000 intermittents du spectacle et de l'audiovisuel quant à la reconduction au-delà du 30 juin 2000 de leur régime spécifique qui existe depuis les années 60 au sein de l'UNEDIC.

(Question n° 42219-28.02.2000).

- M. Robert Hue sur l'inégalité de droits, et d'accès à l'emploi, des guides interprètes et conférenciers nationaux diplômés d'Etat, dénoncée par le syndicat national des professions du tourisme, générée par l'emploi privilégié par le ministère chargé de la culture de conférenciers recrutés par ses services.

(Question n° 42508-28.02.2000).

JO n° 17 du 24 avril 2000

Réponse aux questions de :

- M. Gérard Grignon sur une suggestion du rapport de la mission interministérielle diligentée pour analyser la situation financière de RFO depuis 1994, curieusement divulgué par la presse avant même l'information officielle des parlementaires d'outre-mer, de supprimer la station RFO de Saint-Pierre et Miquelon pour des raisons d'économie malgré des possibilités de partenariat avec la radio canadienne et son importance pour assurer la présence française à proximité de l'Amérique du Nord.

(Question n° 36365-25.10.1999).

- M. Bernard Roman sur le moyen de corriger un inconvénient de la réforme de l'aide aux compagnies dramatiques, avantageuse pour les compagnies subventionnées, mais qui inquiète les autres compagnies qui seront soutenues dans le cadre d'une aide à la production, une année sur deux, à partir d'un critère de viabilité ce qui menace la permanence de leurs actions artistiques et culturelles.

(Question n° 40704-31.01.2000).

SENAT

JO n° 9 du 2 mars 2000

Réponse aux questions de :

- M. Yann Gaillard sur les causes du déblocage tardif de certains crédits de paiement votés pour la restauration de monuments historiques en région

(effectifs insuffisants ou lourdeurs de procédures ?) qui ne peuvent ainsi être dépensés dans l'année, et sur les mesures qui permettraient d'activer le passage des dossiers devant les commissions régionales (CAR) afin de pouvoir engager les travaux et d'éviter les paiements tardifs qui fragilisent les entreprises.
(Question n° 18538-26.08.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur la proposition du rapport du Conseil économique et social voté le 26 mai 1999 intitulé *Les effets des nouvelles technologies sur l'industrie de la presse* de mettre en place un «observatoire et [des] mécanismes d'aide à la presse à faible capacité de financement» ce qui permettrait à la presse «au cas où les transferts de ressources publicitaires de la presse vers le net seraient importants, d'amortir au moins pendant une période de transition les dommages causés».
(Question n° 20756-25.11.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur une suggestion (p.I-21) de l'avis du Conseil économique et social du 27 octobre 1999 sur le rapport intitulé *Liberté d'information et protection du citoyen face au développement des médias* : «la création de conseils de rédaction paritaires composés de représentants des salariés et de l'employeur au sein des entreprises [de médias] ...», et sur les dispositions qui permettraient sa mise en œuvre.
(Question n° 21167-09.12.1999).

JO n° 10 du 9 mars 2000

Réponse aux questions de :

- MM. Louis Souvet et Jean-François Humbert sur le devenir des émissions religieuses diffusées sur France 2, depuis l'adoption le 27 mai 1999 d'un projet de loi modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 faisant obligation au service public de diffuser le dimanche matin des émissions à caractère religieux, et alors que le câble et le satellite créent un contexte de concurrence sans que tout les téléspectateurs, notamment les plus âgés, disposent de ces moyens techniques.
(Questions n° 20320-11.11.1999 ; 21642-30.12.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur la proposition (p.I-14) de l'avis du Conseil économique et social du 27 octobre 1999 sur le rapport intitulé *Liberté d'information et protection du citoyen face au développement des médias* que des mesures soient prises «pour lutter contre la concentration des médias, complétées par des mesures visant à organiser une transparence dans le regroupement des capitaux», et sur la forme que pourraient prendre de telles mesures.
(Question n° 20951-02.12.1999).

- Mme Marie-Claude Beaudeau sur la décision de la ministre de soumettre le dossier de création d'un

multiplex, inclus dans le projet urbain et commercial «Carême prenant» à Argenteuil (95), à la Commission nationale d'équipement cinématographique malgré l'approbation de ce projet par la commission départementale d'équipement commercial et le soutien du préfet du Val d'Oise, et dont la remise en cause porterait préjudice à la ville et décrédibiliserait l'action gouvernementale en faveur de la politique de la ville.
(Question n° 21120-09.12.1999).

- M. Michel Moreigne sur l'intention de la ministre de créer une autorité administrative de régulation d'Internet et des réseaux numériques d'information, et dans ce cas, si les autorités existantes (CSA et Autorité de régulation des télécommunications) se verront attribuer des compétences élargies dans le domaine qui leur est propre, et si un projet de loi est en préparation à cet effet.
(Question n° 21754-06.01.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur les quatrième rencontres de la société française en réseau qui se déroulèrent à Autrans (Isère) du 6 au 8 janvier 2000 : participation du ministère chargé de la culture, conclusions et suites...
(Question n° 22059-20.01.2000).

- M. Ivan Renar sur le mécontentement provoqué par la menace de fermeture qui pèse sur FIP-Lille, dans le cadre d'une réorganisation interne de Radio-France, en raison de son audience jugée trop faible malgré sa qualité et de l'intention de dégager la fréquence au profit du «Mouv» destiné aux 12-25 ans.
(Question n° 22400-03.02.2000).

- M. Roger Husson sur le souhait des auditeurs mosellans de conserver leur radio de service public de qualité et de proximité : FIP Metz-Forbach.
(Question n° 22462-03.02.2000).

JO n° 11 du 16 mars 2000

Réponse aux questions de :

- M. André Bohl sur l'opportunité d'introduire sur le réseau câblé les chaînes de langues arabes ou turques afin de faire cesser une situation discriminante et d'éviter l'enlaidissement des façades par les paraboles permettant de capter les diffusions par satellites.
(Question n° 18650-09.09.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur l'état d'avancement de la mise à l'étude de la création d'une carte permettant l'accès à tous les théâtres publics et subventionnés dans des conditions avantageuses.
(Question n° 19312-07.10.1999).

- M. Hubert Haenel sur le moyen de maintenir le principe de la programmation d'émissions religieuses le dimanche matin sur France 2, obligation légale faite au service public de télévision, dans un contexte de concurrence où priment les exigences de l'audimat,

et alors qu'est prévisible la création de chaînes thématiques à caractère religieux.
(Question n° 20865-02.12.1999).

- M. René Trégouët sur l'ampleur des dégâts causés par la tempête de décembre 1999 à Notre-Dame-de-Paris, et à la Sainte-Chapelle, notamment à ses vitraux, et sur la possibilité de les réparer.
(Question n° 21806-13.01.2000).

- M. Bernard Joly sur les mesures qui pourraient être envisagées pour permettre aux services régionaux d'archéologie de prévenir la destruction irréversible de sites archéologiques dans les zones de désouchages et de débardages forestiers, de labours profonds et de sous-solages.
(Question n° 22189-27.01.2000).

JO n° 12 du 23 mars 2000

Réponse aux questions de :

- Mme Marie-Claude Beaudeau sur le financement des ZPPAUP : montant de la participation financière de l'Etat, conditions de la nouvelle inscription budgétaire du fait des transferts de responsabilité au profit de son ministère.
(Question n° 19477-14.10.1999).

- M. Jean-Luc Mélenchon sur les raisons de l'acceptation par le CSA de la diffusion dans les cinémas d'un spot publicitaire réalisé pour la Caisse d'épargne, dont la carte bancaire semble permettre de tout acheter, qui constitue un véritable outrage à l'image des femmes et à leur dignité.
(Question n° 20102-04.11.1999).

- M. Hubert Haenel sur les mesures compensatoires d'ordre financier qui pourraient être proposées aux collectivités locales pour leur permettre de faire face aux surcoûts découlant des contraintes (parfois un simple changement de couleur ou de matériau) imposées par les architectes des bâtiments de France.
(Question n° 20864-02.12.1999).

- Mme Nicole Borvo sur l'implantation d'un multiplex de 3650 places à Saint-Quentin-en-Yveline, autorisée le 10 novembre 1999 par la commission départementale des équipements cinématographiques malgré le risque de concentration des équipements dans cette ville nouvelle, et sur l'opportunité de faire appel de cette décision afin d'avoir le temps de mener une étude préalable.
(Question n° 21335-16.12.1999).

- Mme Marie-Claude Beaudeau sur les raisons de l'annulation de la saison lyriques 1999-2000 de la salle Favart qui programmait cinq grandes œuvres indispensables pour freiner la dégradation de l'art lyrique en France et conserver leur emploi à 183 personnes, et sur l'intention de la ministre de prendre

des mesures pour que cette saison ait lieu dans son intégralité.
(Question n° 21339-16.12.1999).

- M. Serge Mathieu sur la lenteur de la mise en place de la fondation Giacometti prévue depuis 10 ans et annoncée comme imminente par la ministre en juin 1999.
(Question n° 21455-23.12.1999).

- M. Serge Mathieu sur la nécessité d'une distribution pluraliste de la presse entre les NMPP et les Messageries lyonnaises de presse (MLP) et sur les perspectives et les échéances du rapport confié à un conseiller d'Etat sur l'évolution de la distribution en France dont la nécessité a été soulignée par la récente controverse sur la distribution du magazine *Marianne* (*Le Monde* du 8 décembre 1999).
(Question n° 21916-20.01.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur les engagements que la ministre serait «disposée à prendre pour qu'à l'avenir une politique énergique en faveur de la langue française soit menée ... dans toutes les institutions nationales, européennes et internationales» en réponse à la lettre ouverte des présidents d'associations de défense de notre langue (in *Le Figaro* du 18 novembre 1999, p.18C), inquiétés par les manifestations d'abandon du français.
(Question n° 22008-20.01.2000).

- M. Serge Mathieu sur l'état d'avancement de la mise en œuvre, dans le cadre des travaux du conseil supérieur des langues françaises, des trente-neuf engagements pris par le Premier ministre lors de la signature de la Charte européenne des langues régionales, selon ses déclarations du 16 novembre 1999.
(Question n° 22167-27.01.2000).

- M. Serge Mathieu sur l'état actuel de la création et des travaux du Conseil supérieur des langues françaises, destiné à remplacer le Conseil des langues et cultures régionales, avec pour mission de conseiller le Gouvernement sur toutes les questions relatives aux langues de France autres que le français.
(Question n° 22171-27.01.2000).

- M. Emmanuel Hamel sur la concrétisation de la mise en ligne sur le site Internet culture, annoncée par la ministre, des textes informant les artistes plasticiens de leurs droits et obligations.
(Question n° 22226-27.01.2000).

- M. Serge Mathieu sur le souhait de l'IFRAP (Institut français pour la recherche sur les administrations publiques), comme de tous les français, de connaître le coût pour le contribuable de la mission de célébration de l'an 2000, structure de plus de soixante personnes à plein temps placée sous l'autorité du ministère chargé de la culture.
(Question n° 22510-10.02.2000).

JO n° 13 du 30 mars 2000

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Pierre Raffarin sur l'opportunité de transférer le folklore, qui fait partie du patrimoine culturel des régions, sous la tutelle du ministère de la culture et de la communication alors qu'il est actuellement, cas unique en Europe, placé sous celle du ministère de la jeunesse et des sports (question au Premier ministre).

(Question n° 18623-09.09.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur l'intention de la ministre de mettre en œuvre la suggestion de l'avis du Conseil économique et social du 27 octobre 1999 sur le rapport intitulé *Liberté d'information et protection du citoyen face au développement des médias* (p.I-25) «qu'il y a lieu de prévoir une obligation pour l'entreprise de communication d'avertir le spectateur lorsqu'il s'agit d'une reconstitution et non pas d'informations documentaires», dans quel délai et sous quelle forme?

(Question n° 21162-09.12.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur le moyen d'inciter les entreprises de communication à respecter le souhait de l'avis du Conseil économique et social du 27 octobre 1999 sur le rapport intitulé *Liberté d'information et protection du citoyen face au développement des médias* (p.I-26) «que le téléspectateur sache qu'il s'agit d'une émission en direct ou en différé, différents effets, le montage notamment pouvant altérer ou transformer largement la réalité dans la seconde hypothèse».

(Question n° 21163-09.12.1999).

- M. Emmanuel Hamel sur le bilan de la deuxième édition (14-18 janvier 2000, à Paris) des Rendez-vous européens du cinéma français (*Le Monde* du 19 janvier 2000), et sur la participation du ministère chargé de la culture à ces rencontres.

(Question n° 22722-10.02.2000).

JO n° 14 du 6 avril 2000

Réponse aux questions de :

- M. Marcel Vidal sur la confirmation de la décision de financement, et du lancement en 2000, du projet de réhabilitation et d'extension de l'école d'architecture du Languedoc-Roussillon afin de l'adapter à des effectifs qui ont quadruplé depuis sa création en 1978. (Question n° 19705-21.10.1999).

- M. Claude Huriet sur le nombre et le résultat des procédures contestant l'avis des architectes des bâtiments de France engagées auprès de la commission régionale du patrimoine et des sites créée en application de la loi n° 97-179 du 28 février 1997, au cours de sa première année d'existence.

(Question n° 22094-27.01.2000).

- M. Pierre Laffitte sur le souhait de voir inscrire sur la liste des langues régionales de France le nissart, une des langues d'oc faisant l'objet d'épreuves au CAPES eu égard à l'importance culturelle et historique du comté de Nice du XIV^e au XIX^e siècle.

(Question n° 22763-17.02.2000).

- M. Henri d'Attilio sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des trente-neuf engagements pris par le Premier ministre lors de la signature de la Charte européenne des langues régionales, selon ses déclarations du 16 novembre 1999.

(Question n° 22864-17.02.2000).

JO n° 16 du 20 avril 2000

Réponse aux questions de :

- M. Marcel Vidal sur les premiers enseignements que la ministre tire des négociations de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) à Seattle.

(Question n° 21489-23.12.1999).

- M. Jean-Pierre Raffarin sur les conditions et les procédures nécessaires à l'obtention par des immeubles du label «Fondation du patrimoine» et de son agrément fiscal, prévus dans le cadre du partenariat entre l'Etat et la Fondation du patrimoine.

(Question n° 22922-17.02.2000).

Régime et tarifs du droit d'entrée au musée du Louvre

Saison 2000 - 2001

Tarifs applicables à compter du 1er septembre 2000

REGIME DU DROIT D'ENTREE AU MUSEE DU LOUVRE

(Saison 2000 – 2001)

Collections permanentes du musée	Expositions temporaires du Hall Napoléon
--	--

EXONERATIONS TOTALES	
Appelés du contingent et objecteurs de conscience.	Gratuit
Artistes professionnels (peintres, sculpteurs, graveurs).	Gratuit
Bénéficiaires de l'aide sociale (y compris, lorsqu'ils sont en groupe, les personnes qui les accompagnent).	Gratuit
Bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (y compris, lorsqu'ils sont en groupe, les personnes qui les accompagnent).	Gratuit
Bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité (y compris, lorsqu'ils sont en groupe, les personnes qui les accompagnent).	Gratuit
Carte des Amis du Louvre (membres bienfaiteurs, sociétaires et adhérents).	Accès libre
Carte Louvre jeunes.	Accès libre
Chômeurs (y compris, lorsqu'ils sont en groupe, les personnes qui les accompagnent).	Gratuit
Conférenciers des musées nationaux et conférenciers nationaux du tourisme.	Gratuit
Elèves des universités et des écoles d'art publiques (nationales, régionales, municipales ou autres) étudiant l'architecture, l'histoire de l'art, l'archéologie, les arts plastiques, les arts graphiques, le design et la "création industrielle", les métiers d'art, la photographie, le cinéma, l'audiovisuel, la mode et le stylisme, musée, patrimoine et paysage (hors auditeurs de "cours du soir" et universités du 3ème âge).	Gratuit
Députés et Sénateurs.	Gratuit
Elèves de l'Ecole des Chartes.	Gratuit
Elèves de l'IFROA et des universités délivrant le diplôme de restauration.	Gratuit
Elèves et auditeurs de l'Ecole du Louvre et élèves de l'Ecole nationale du patrimoine.	Gratuit
Grands mutilés de guerre et leurs accompagnateurs.	Gratuit
Groupes d'enseignants en activité (7 à 30 personnes) et leurs accompagnateurs.	Gratuit
Groupes d'étudiants (7 à 30 personnes) et leurs accompagnateurs.	Gratuit
Groupes scolaires (7 à 30 personnes) et leurs accompagnateurs.	Gratuit
Guides nationaux du tourisme.	Gratuit
Handicapés titulaires de la carte Cotorep et leurs accompagnateurs.	Gratuit
Jeunes de moins de 18 ans.	Gratuit
Journalistes titulaires de la carte de presse.	Gratuit
Membres de l'Association des critiques d'art et membres du Syndicat de la presse artistique.	Gratuit
Membres de l'Association de l'Ecole du Louvre.	Gratuit
Membres de l'ICOM et de l'ICOMOS (Conseil International des Musées et Conseil International des Monuments et des Sites).	Gratuit
Membres du Parlement européen.	Gratuit
Personnel en activité ou retraité relevant du ministère de la Culture.	Gratuit
Personnel scientifique des musées publics français ou étrangers (conservateurs et inspecteurs généraux des musées).	Gratuit

EXONERATIONS PARTIELLES		
Carte Musées & monuments.	Accès libre	Payant
Membres du corps enseignant en charge d'une classe et documentalistes en activité dans un établissement d'enseignement.	Gratuit	Payant

**TARIFS DES DROITS D'ENTREE
AUX COLLECTIONS PERMANENTES ET EXPOSITIONS TEMPORAIRES**

(Saison 2000 – 2001)

	Tarif plein	Tarif réduit
<ul style="list-style-type: none"> ● Plein tarif applicable les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi de 9 H à 15 H. ● Tarif réduit applicable les mêmes jours à partir de 15 H, et le dimanche toute la journée. <p>N.B : <i>Le billet d'entrée aux collections permanentes du musée du Louvre donne également accès aux salles présentant les collections des Arts d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques, au pavillon des Sessions.</i></p>	46 F	30 F
<ul style="list-style-type: none"> ● Premier dimanche de chaque mois, toute la journée. 	Gratuité d'entrée aux collections permanentes et expositions temporaires	

TARIF DU DROIT D'ENTREE AUX SEULES EXPOSITIONS TEMPORAIRES DU HALL NAPOLEON

(Saison 2000 – 2001)

Tarif unique
25 F

N.B : L'achat à l'avance et en nombre auprès de la RMN ou du musée du Louvre de billets d'entrée aux collections permanentes et expositions temporaires permet de bénéficier des remises suivantes : 5 % pour un achat d'un nombre de billets compris entre 100 et 500 et 10 % pour un achat de plus de 500 billets.

TARIFS DES VISITES-CONFERENCES

(Saison 2000 – 2001)

POUR LES INDIVIDUELS (hors droit d'entrée)

TARIF UNIQUE POUR UNE "VISITE-DECOUVERTE" DES COLLECTIONS DU MUSEE	17 F
---	-------------

TARIFS DES VISITES - CONFERENCES

Tarif plein		38 F
Tarif réduit	Carte Louvre jeunes - Moins de 18 ans - Porteur de chèques-vacances - Handicapé titulaire de la carte Cotorep - Bénéficiaire de l'aide sociale - Bénéficiaire du revenu minimum d'insertion - Bénéficiaire de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité - Chômeur	22 F

Abonnement à un cycle de visites-conférences pour les individuels = le tarif d'une visite-conférence (plein ou réduit) multiplié par le nombre de visites-conférences comprises dans le cycle minoré de 15% et arrondi à la demi-dizaine de francs la plus proche

TARIFS DES CYCLES APPROFONDIS DE VISITES - CONFERENCES

Tarif plein		Pour 10 visites	375 F
		Pour 5 visites	195 F
Tarif réduit	Carte Louvre jeunes - Moins de 18 ans - Porteur de chèques-vacances - Handicapé titulaire de la carte Cotorep - Bénéficiaire de l'aide sociale - Bénéficiaire du revenu minimum d'insertion - Bénéficiaire de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité - Chômeur	Pour 10 visites	215 F
		Pour 5 visites	120 F

POUR LES GROUPES DE 30 PERSONNES AU MAXIMUM (hors droits d'entrée et de réservation)

TARIFS DES VISITES-CONFERENCES

Tarif plein		600 F
Tarifs réduits	Groupe d'adhérents carte Louvre jeunes - Groupe d'enseignants en activité - Groupe d'étudiants - Groupe scolaire (français ou étranger) pour les visites-conférences concernant les expositions temporaires du hall Napoléon - Groupe de bénéficiaires de l'aide sociale - Groupe de bénéficiaires du revenu minum d'insertion - Groupe de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité - Groupe de chômeurs	400 F
A		
B	Groupe de personnes handicapées titulaires de la carte Cotorep et groupe d'enfants handicapés (Groupes limités au maximum à : Sourds : 15 personnes - Handicapés moteurs : 8 personnes - Handicapés mentaux : 8 personnes - Aveugles : 6 personnes)	250 F
C	Groupe scolaire (français ou étranger) pour les visites-conférences concernant les collections permanentes	300 F

Abonnement à un cycle de visites-conférences (à partir de quatre visites-conférences) pour les groupes adultes (sauf personnes handicapées) = le tarif d'une visite-conférence (plein ou réduit) multiplié par le nombre de visites-conférences comprises dans le cycle minoré de 15 % et arrondi à la demi-dizaine de francs la plus proche

TARIF DE RESERVATION DES GROUPES AUTONOMES OU DES GROUPES SUIVANT UNE CONFERENCE

(Saison 2000 – 2001)

(Hors droits d'entrée et de conférence)

Groupe de 7 à 30 personnes (y compris la personne les accompagnant)	150 F
---	--------------

Groupe d'adhérents carte Louvre jeunes Groupe scolaire (français ou étranger) Groupe d'élèves de l'Ecole du Louvre Groupe d'étudiants en formation accompagnés d'un enseignant Groupe d'enseignants en formation Groupe de personnes handicapées titulaires de la carte Cotorep Groupe de bénéficiaire de l'aide sociale Groupe de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion Groupe de bénéficiaire de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité Groupe de chômeurs	Gratuit
--	----------------

NB : Une majoration de 50% du droit de réservation est applicable aux groupes qui n'auraient pas acquitté ce droit avant d'entrer dans le musée (collections permanentes et/ou expositions temporaires).

**TARIFS DES CONFERENCES-DIAPOSITIVES DESTINEES A DES GROUPES DE 30 PERSONNES MAXIMUM
(DANS LE CADRE DES EXPOSITIONS TEMPORAIRES DU HALL NAPOLEON)**

(Saison 2000 – 2001)

(hors droits d'entrée)

Tarif plein		400 F
Tarif réduit	Groupe d'adhérents carte Louvre jeunes Groupes d'enseignants en activité Groupes d'étudiants Groupes scolaires (français ou étrangers) Groupes de personnes handicapées titulaires de la carte Cotorep Groupe de bénéficiaires de l'aide sociale Groupe de bénéficiaire du revenu minimum d'insertion Groupe de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité Groupe de chômeurs	280 F

TARIFS DES CONFERENCES-DIAPOSITIVES HORS MUSEE

(Saison 2000 – 2001)

1H 30		1 320 F
2 H		1 650 F
3 H (ou 2 conférences)		1 980 F
NB : Tarifs applicables pour Paris et la région d'Ile de France, transport non compris. Hors région d'Ile de France, tarif sur devis.		

TARIFS DES ATELIERS ET DES PROMENADES ARCHITECTURALES

(Saison 2000 – 2001)

(Tarifs ouvrant l'accès au musée au cours de la séance)

POUR LES INDIVIDUELS

Tarif plein	<ul style="list-style-type: none"> ● Atelier et promenade architecturale de deux heures. ● Promenade architecturale de trois heures 	43 F 58 F
Tarif réduit	<ul style="list-style-type: none"> ● Atelier et promenade architecturale de deux heures. ● Promenade architecturale de trois heures <u>Bénéficiaires du tarif réduit :</u> Carte Louvre jeunes Moins de 18 ans Porteur de chèques-vacances Handicapé titulaire de la carte Cotorep Bénéficiaire de l'aide sociale Bénéficiaire du revenu minimum d'insertion Bénéficiaire de l'allocation supplémentaire du Fonds nationale de solidarité Chômeur	30 F 40 F

Abonnement à un cycle de promenades architecturales pour les individuels = le tarif d'une promenade architecturale (plein ou réduit) multiplié par le nombre de promenades architecturales compris dans le cycle minoré de 15% et arrondi à la demi-dizaine de francs la plus proche.

Abonnement à un cycle d'ateliers pour les individuels = le tarif d'un atelier (plein ou réduit) multiplié par le nombre d'ateliers compris dans le cycle minoré de 5 % et arrondi à la demi-dizaine de francs la plus proche.

Les promenades architecturales d'une durée de 4 heures ou de 6 heures sont considérées comme un cycle en 2 ou 3 séances.

POUR LES GROUPES

Tarif plein		750 F
Tarifs réduits	Groupe d'adhérents carte Louvre jeunes Groupe d'enseignants en activité Groupe d'étudiants A Groupe de bénéficiaires de l'aide sociale Groupe de bénéficiaires du revenu minimum d'insertion Groupe de bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité Groupe de chômeurs	400 F
B	Groupe de personnes handicapées titulaires de la carte Cotorep et groupes d'enfants handicapés	250 F
C	Groupe scolaire (français ou étranger)	300 F

Abonnement à un cycle d'ateliers ou de promenades architecturales (à partir de 4 séances) pour les groupes adultes (sauf personnes handicapées) = le tarif d'une séance (plein ou réduit) multiplié par le nombre de séances compris dans le cycle minoré de 15 % et arrondi à la demi-dizaine de francs la plus proche. Les promenades architecturales d'une durée de 4 heures ou de 6 heures sont considérées comme un cycle en 2 ou 3 séances.

TARIFS DE LA CARTE LOUVRE JEUNES

(Saison 2000 – 2001)

Elle s'adresse :

- Aux jeunes de moins de 26 ans, quel que soit leur statut
- Aux personnes chargées de leur encadrement

(en particulier : enseignants quelle que soit leur spécialité, membres des corps d'inspection, recteurs, secrétaires généraux de rectorat, directeurs d'établissements de formation, proviseurs, principaux de collège, conseillers principaux et conseillers d'éducation, documentalistes, éducateurs spécialisés, animateurs socioculturels et de centre de loisirs, bibliothécaires et personnels non enseignants en fonction dans un établissement d'éducation en contact direct avec des jeunes, responsables de collectivités et de comités d'entreprise chargés d'action Jeunesse).

ADHESIONS INDIVIDUELLES

Carte personnelle, valable un an, à compter de la date d'achat.

Jeunes de moins de 26 ans	100 F
Adultes chargés d'encadrement de jeunes	120 F

ADHESIONS DE GROUPES

Carte personnelle, valable un an, du 1er octobre au 30 septembre de l'année suivante.

Jeunes de moins de 26 ans	70 F
Adultes chargés d'encadrement de jeunes	90 F

Le tarif de groupe s'applique à partir de 10 adhésions regroupées par un correspondant. Est correspondant toute personne qui regroupe 10 adhésions (dont la sienne).

Ce tarif s'applique dès la première adhésion aux collectivités (Comités d'entreprises, associations de personnels) qui relaient l'inscription.

AVANTAGES INCITATIFS OFFERTS PAR CETTE CARTE

- Entrée libre au musée et aux expositions temporaires ;
- Gratuité d'entrée aux visites conférences organisées à horaire régulier et ayant pour thème la visite générale ou la présentation d'une collection, si le quota des 25 places disponibles n'est pas atteint : renseignements avant le départ de la visite.
- Tarif réduit à l'auditorium et pour les activités organisées par le service culturel ;
- Priorité ou exclusivité d'accès à diverses activités ou événements programmés pour assurer l'animation de la carte Louvre jeunes ;
- Gratuité d'accès au musée et aux expositions temporaires, durant les nocturnes du lundi (à partir de 18 heures), accordée à la personne accompagnant le titulaire d'une carte Louvre jeunes ;
- Réductions accordées à la librairie du musée : 5% sur les livres et le multimédia et 10% sur les produits dérivés (bijoux, moulages, cadeaux...) ;
- Information à domicile (programme trimestriel du musée et des activités éducatives).

TARIFS DES MANIFESTATIONS A L'AUDITORIUM DU MUSEE DU LOUVRE

(Saison 2000-2001)

(Ce document ne prend pas en compte les mesures ponctuelles)

Tarif plein	Tarif réduit
	Amis du Louvre Carte Louvre jeunes Moins de 26 ans Bénéficiaires de l'aide sociale, du revenu minimum d'insertion, de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité - Chômeurs - Groupes

LAISSEZ-PASSER DES MIDIS DU LOUVRE	Annuel	Valable pour l'ensemble des Midis du Louvre de la saison 2000-2001, et acheté entre le 15/05 et le 15/12/2000	450 F	340 F
	Demi-saison	Valable pour l'ensemble des Midis du Louvre du 1er janvier au 31 juin 2001, et acheté à partir du 15/12/2000	255 F	200 F
	Tiers saison	Valable pour l'ensemble des Midis du Louvre du 1er avril au 31 juin 2001, et acheté à partir du 15/03/2001	155 F	115 F
TARIF DECOUVERTE	Valable pour 2 conférences, 1 film, 1 concert et une visite-découverte du musée pour toute la saison		100 F	75 F
CONFERENCES de 12H30 et 18H30	Par séance	A l'unité (Midis du Louvre, Œuvre en direct intégrée aux Midis du Louvre et conférence à 18h 30)	25 F	19 F
	Par abonnement	Base unitaire de référence à multiplier par le nombre de conférences ou de films sur l'art inclus dans l'abonnement	19 F	14 F
MUSEE-MUSEES	Par journée-débat	Valable pour l'ensemble des séances d'une journée	40 F	30 F
	Par abonnement	Base unitaire de référence à multiplier par le nombre de journées – débats incluses dans l'abonnement	30 F	22 F
CINEMA ET MUSIQUE FILMEE	Par séance	A l'unité (films de fiction intégrés à un cycle thématique et musique filmée) Pour les enfants des centres aérés de la Ville de Paris	30 F	22 F 10 F
	Par abonnement	Base unitaire de référence à multiplier par le nombre de séances incluses dans l'abonnement	22 F	17 F
CINEMA MUET EN CONCERT	Par séance	A l'unité	70 F	52 F
	Par abonnement	Base unitaire de référence à multiplier par le nombre de séances incluses dans l'abonnement	52 F	39 F
LECTURES	Par séance	A l'unité	50 F	37 F
		Base unitaire de référence à multiplier par le nombre de lectures incluses dans l'abonnement	37 F	27 F
		A l'unité pour les membres de groupes scolaires ou universitaires d'au moins 10 personnes		25 F
SPECTACLES TEXTE EN MAIN	Par séance	A l'unité	80 F	60 F
		A l'unité valable pour les moins de 26 ans si la place est achetée moins de 30 mn avant le début de la manifestation		30 F
		A l'unité pour les membres de groupes scolaires ou universitaires d'au moins 10 personnes		25 F
LECTURES ET SPECTACLES TEXTE EN MAIN	Par abonnement	Base unitaire de référence à multiplier par le nombre de séances incluses dans l'abonnement	37 F	27 F
CONCERTS de 12H30	Par concert	A l'unité	60 F	45 F
		A l'unité pour les membres de groupes scolaires ou universitaires d'au moins 10 personnes		25 F
CONCERTS de 20H00	Par concert	A l'unité	140 F	105 F
		A l'unité valable pour les moins de 26 ans si la place est achetée moins de 30 mn avant le début du concert		52 F
	Par abonnement	Base unitaire de référence à multiplier par le nombre de concerts inclus dans l'abonnement	105 F	79 F
CONFERENCES "ACTUALITE ARCHEOLOGIQUE" - CONFERENCES EDUCATIVES - COLLOQUES – QUESTIONS SUR UNE EXPOSITION			Accès gratuit	

DROITS DE PHOTOGRAPHIE ET DE TOURNAGE

(Saison 2000 – 2001)

I - PHOTOGRAPHIE A DES FINS CULTURELLES, PEDAGOGIQUES OU ARTISTIQUES (réalisée le mardi entre 9 H et 18 H)

Tarif pour un objet

a) Prise de vue dans les conditions normales	300 F
b) Prise de vue nécessitant des mesures spéciales	600 F

II - PHOTOGRAPHIE ET TOURNAGES A DES FINS PUBLICITAIRES (droit d'utilisation de l'image inclus)

1°) a) Tarif minimal	30.000 F
b) Tarif courant (en cas d'aménagements particuliers)	50.000 F
c) Tarif exceptionnel (en cas de mesures exceptionnelles)	100.000 F
2°) Plus intéressement au budget annonceur négocié selon l'importance du budget et selon l'usage du produit final (de 1 à 10 %)	

III - TOURNAGES DE DOCUMENTAIRES (réalisés le mardi entre 9 H et 18 H)

Tarif à la journée	5.000 F
--------------------	---------

IV - TOURNAGES DE FILMS A SCENARIO (réalisés le mardi entre 9 H et 18 H)

Tarif à la journée

a) Tarif minimal	30.000 F
b) Tarif courant (en cas d'aménagements particuliers)	50.000 F
c) Tarif exceptionnel (en cas de mesures exceptionnelles)	100.000 F

N.B 1 : Les tarifs sont divisibles par demi-journée.

N.B 2 : En dehors du mardi entre 9 H et 18 H, les heures de tournages sont facturées à l'unité sur la base de 15 % de la taxe journalière.

Divers

Décision du 22 février 2000 relative aux dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle

Dérogation accordée pour les œuvres cinématographiques intitulées :

- QUITTE OU DOUBLE..... 26 avril 2000 (PFC VIDEO)
- LES IMPOSTEURS..... 26 avril 2000 (PFC VIDEO)
- LE SUIVEUR..... 1^{er} avril 2000 (FILM OFFICE)
- LA PETITE VENDEUSE DE SOLEIL..... 15 juin 2000 (LA MEDIATHEQUE DES TROIS MONDES)
- SIMPLEMENT IRRESISTIBLE..... 26 avril 2000 (PFC VIDEO)
- MIFUNE – DOGME 3..... 12 avril 2000 (PARADIS DISTRIBUTION)
- DOUG..... 26 février 2000 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- ME MYSELF I (LA CHANCE DE MA VIE)..... 16 mai 2000 (GAUMONT)
- INTRUSION..... 5 avril 2000 (METROPOLITAN FILMEXPORT)
- L'HUMANITE..... 3 mai 2000 (LA SEPT VIDEO)
- LA DEBANDADE..... 4 avril 2000 (PATHE VIDEO)
- L'ETE DE KIKUJIRO..... 5 mai 2000 (PARADIS DISTRIBUTION)
- MISTER G..... 7 mars 2000 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- PAS DE SCANDALE..... 27 avril 2000 (PATHE VIDEO)
- KADOSH..... 5 avril 2000 (FRANCE TELEVISION DISTRIBUTION)
- BIG DADDY..... 11 avril 2000 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- FLIC DE HAUT VOL..... 6 juin 2000 (GAUMONT COLUMBIA TRISTAR HOME VIDEO)
- INSTINCT..... 20 avril 2000 (BUENA VISTA HOME ENTERTAINMENT)
- LE 13EME GUERRIER..... 19 avril 2000 (METROPOLITAN FILMEXPORT)
- JIN ROH..... 17 mars 2000 (CTV INTERNATIONAL)

au vu des résultats de l'exploitation commerciale de ces œuvres en salles.

Décision du 30 mars 2000 relative aux dérogations au délai prévu par l'article 89 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle

1) Dérogation accordée pour les œuvres cinématographiques intitulées :

- LIVE VIRGIN..... 1^{er} mai 2000 (M6 INTERACTIONS)
- LA FIN DE L'INNOCENCE SEXUELLE..... 5 juillet 2000 (FILM OFFICE)
- BANGKOK ALLER SIMPLE..... 5 mai 2000 (PFC VIDEO)
- WITH OR WITHOUT YOU..... 7 juin 2000 (FILM OFFICE)
- MORT CLINIQUE..... 17 mai 2000 (TF1 VIDEO)
- SUSPICION..... 12 mai 2000 (M6 INTERACTIONS)
- LOVERS..... 3 mai 2000 (FILM OFFICE)
- LE MONDE DE MARTY..... 26 mai 2000 (PATHE VIDEO)
- MA MERE, MOI ET MA MERE..... 12 mai 2000 (PFC VIDEO)
- THE WARZONE..... 7 juin 2000 (FILM OFFICE)
- LA CARTE DU CŒUR..... 1^{er} avril 2000 (LE STUDIO CANAL+)
- ENTRE LES JAMBES..... 30 mars 2000 (OPENING EDITION)
- SUMMER OF SAM..... 16 mai 2000 (OPENING EDITION)
- LE BLEU DES VILLES..... 8 juin 2000 (M6 INTERACTIONS)

- OXYGEN..... 3 mai 2000 (TF1 VIDEO)
- CHILI CON CARNE..... 3 mai 2000 (TF1 VIDEO)
- HOLY SMOKE..... 21 juin 2000 (TF1 VIDEO)
- LE DESHONNEUR D'ELISABETH CAMPBELL..... 11 mai 2000 (PARAMOUNT HOME ENTERTAINMENT)
- MRS TINGLE.....17 mai 2000 (LE STUDIO CANAL+)
- RESURRECTION..... 12 août 2000 (M6 INTERACTIONS)
- LA MAISON DE L'HORREUR..... 26 août 2000 (FILM OFFICE)
- LE FILS DU FRANÇAIS..... 19 juillet 2000 (TF1 VIDEO)
- LES ENFANTS DU SIECLE..... 21 avril 2000 (LE STUDIO CANAL+)
- MA PETITE ENTREPRISE..... 1^{er} mai 2000 (LE STUDIO CANAL+)
- SOUTH PARK, LE FILM..... 1^{er} mai 2000 (WARNER HOME VIDEO)
- MAFIA BLUES..... 29 juin 2000 (WARNER HOME VIDEO)
- HIMALAYA L'ENFANCE D'UN CHEF..... 15 septembre 2000 (EDITIONS MONTPARNASSE)
- BABAR, ROI DES ELEPHANTS..... 30 mars 2000 (CITEL)
- LETTRE A UN TUEUR..... 30 mars 2000 (OPENING EDITION)

2) Décision en date du 8 mars 2000 rapportée, qui avait octroyé à l'œuvre cinématographique intitulée " L'ETE DE KIKUJIRO " éditée par la société Paradis Distribution une dérogation au 5 mai 2000, et de lui accorder finalement une dérogation au 3 mai 2000.



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Adresse complète :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 120 F = pour l'année
soit 18,29 Euros

Date et signature (3).

(1) À retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 3 place de Valois, 75001, Paris, accompagné du règlement établi à l'ordre du régisseur d'avance et de recettes du ministère de la culture et de la communication.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur + griffe de l'établissement.